



Fabriquer une ville ouverte et accueillante. Retour sur une année de permanence de recherche au 110

Louis STARITZKY

Écrire en prise avec des expériences dionysiennes

Martine BODINEAU & Sabine BASSET-MEITERS

Un peu plus de pouvoir sur sa vie. En stage dans une association de quartier de Saint-Denis

Sinewane LAHMADI

« Écrire » Saint-Denis. Chroniques d'un habitant-chercheur

Pascal NICOLAS-Le STRAT

Saint-Denis dans toute sa diversité ordinaire. Une immersion dans les bars PMU

Hind HAFIANE

Des langues en cohabitation et en coexistence qui s'affrontent, se forment et se déforment

Karima IKENE

De Détroit à la Seine-Saint-Denis

Raphaëlle GUIDÉE



Réalisation graphique de la couverture : Yves Ours Koskas
Composition du numéro : Pascal Nicolas-Le Strat & Louis Staritzky
Relecture : Martine Bodineau
Avec les conseils techniques de Benjamin Roux

Cahiers dionysiens de corecherche

Directeur de publication : Louis Staritzky

ISSN : en cours

Imprimé à 200 exemplaires par Identic – 35514 Cesson-Sévigné

Cahiers dionysiens de corecherche

Cahier #01 – Printemps 2026

Récits de vie / Récits de ville

Édito

En corecherche depuis Saint-Denis

Ces *Cahiers dionysiens* défendent une conception radicalement démocratique de la recherche et, dans le même temps, donnent à voir une approche collective, pluraliste et éprouvée de la fabrication de la ville. À cette intersection, nous pensons que les démarches de corecherche peuvent contribuer, de façon modeste, à équiper et outiller les expériences et les expérimentations locales ; appuyer et renforcer le pouvoir d'agir des communautés ; défendre et porter attention à la multiplicité des milieux de vie et d'activité. Vous l'aurez compris, dans cette perspective, la construction de savoirs et de connaissances ne renvoie plus à la seule activité spécialisée du chercheur, qui ferait alors de Saint-Denis « son » terrain, mais s'éprouve, se compose et se valide collectivement dans un mouvement de co-formation permanent. Les *Cahiers* constituent alors un espace d'apprentissage collectif (et il en existe bien d'autres sur la ville) qui éduque notre attention aux multiples manières de vivre, de dire, d'écrire et de lire ce territoire-en-expérience. C'est en ce sens que les récits de vie et de ville que nous publions dans ce premier numéro sont précieux.

Le terme « corecherche » renvoie aux démarches « d'enquête de masse » qui se sont développées dans les mouvements sociaux italiens des années 70 ainsi qu'à un héritage de la recherche-action à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis. Nous engageons notre proposition depuis ces deux antériorités. L'une comme l'autre, chacune à sa manière, reconnaît que la recherche est un droit politique dont nous pouvons nous saisir collectivement pour (mieux) agir sur nos vies quotidiennes. En réengageant cet imaginaire, nous pensons que notre université, avec son histoire intellectuelle et politique singulière, peut soutenir et capaciter son territoire d'accueil. Ce que Vincennes et sa tradition critique apportent à Saint-Denis. Ce que Saint-Denis et sa créativité populaire apportent à Vincennes.

Ce premier numéro porte attention à des expériences associatives en souhaitant faire des questions et des situations qui les traversent des enjeux communs pour la ville. Comment chacune instruit notre expérience de la ville et nous permet de gagner « un peu plus de pouvoir sur nos vies » ? En quoi les formes d'entraide ou d'injustice, d'accueil ou de rejet, d'occupation ou de fermeture, qui se jouent sur notre territoire dans des contextes toujours très précis, concernent et interpellent finalement l'ensemble de nos espaces. C'est probablement en réponse à ces formes de récurrences et ces effets de systématisation (des rapports de domination et des conflits mais aussi des désirs et des possibles) que la notion de « permanence de recherche » est mise en discussion dès l'ouverture de ce

numéro. D'autres articles nous invitent à porter attention à la richesse des trajectoires habitantes, aux « langues en cohabitation et en coexistence qui s'affrontent, se forment et se déforment », aux « transitions et variations » de nos mondes et de nos appartenances, aux lieux de vie dans toute leur « diversité ordinaire », aux formes de récit et de narration qui peuplent nos quotidiens et s'interpellent de « Détroit à Saint-Denis ».

Au-delà de ce numéro inaugural, si l'aventure des *Cahiers dionysiens de corecherche* se poursuit quelque temps, nous aimerions qu'elle contribue à co-fabriquer et donner à lire les histoires singulières, « autrement » populaires, de Saint-Denis. Inviter des habitant-es à écrire leur récit de vie, leur autobiographie langagière associative, artistique, sportive. Récolter les histoires orales de la ville. Donner à voir, par la rencontre de collectifs, l'intelligence des luttes locales. Comprendre quelle micropolitique opère à ces endroits, quelles formes de vies s'y déploient, quels imaginaires s'y travaillent. Parce que ces *Cahiers* s'écrivent aussi depuis l'Université de Saint-Denis, nous souhaitons mettre en valeur les expérimentations pédagogiques qui s'y engagent et, à leur côté, celles qui se développent également depuis les autres établissements d'enseignement de la ville (primaires et secondaires). Comment les enquêtes étudiantes contribuent à ce que Paris 8 ne soit pas juste une université à Saint-Denis mais, véritablement (si nous le décidons collectivement), l'université *de* Saint-Denis ?

Nous souhaitons aussi que ces *Cahiers de corecherche* se fabriquent et s'écrivent en voisinage d'autres villes et quartiers, d'autres expériences et collectifs. Dans quelle mesure ce qui s'expérimente en dehors de Saint-Denis peut lui faire écho ? Comment rendre plus poreuses les frontières (administratives, institutionnelles, symboliques, imaginaires) ? Comment les expériences et expérimentations si riches et nombreuses dans nos villes populaires peuvent se rencontrer et dialoguer ?

[Le Cahier est disponible en ligne au format pdf sur le site <https://quartiersenrecherche.net/>]

Fabriquer une ville ouverte et accueillante

Retour sur une année de permanence de recherche au 110

Louis STARITZKY

Durant une année, nous avons tenu des « permanences de recherche » au centre socioculturel coopératif le « 110 » à Saint-Denis. Ces dernières associaient des chercheurs de l'Université Paris 8, des coopératrices et salariées du centre social, occasionnellement des militant-es associatifs du territoire et des ami-es de passages dans le 93. Il s'agissait pour nous d'ouvrir un espace dialogique et réflexif dans lequel les questions et les enjeux locaux puissent s'élaborer collectivement (se penser, se discuter, s'imaginer) et être documentés. Parmi les premiers motifs que nous avons travaillés, celui des « récits de ville » oubliés (et parfois même effacés), dans des contextes de rapides transformations urbaines, nous a semblé précieux pour réfléchir aux enjeux démocratiques, à l'échelle d'une ville populaire comme Saint-Denis. Comment contribuer à l'émergence de récits singuliers qui permettent de découvrir et d'écrire la ville autrement, à partir des expériences mineures, des expérimentations autonomes, des dimensions plus sensibles ? Comment tenter collectivement de donner à voir, à lire, à entendre, à sentir-penser une ville « autrement populaire » à partir de ce que les gens vivent, revendiquent, tentent, luttent, désirent, éprouvent ?

Il nous a paru nécessaire, aussi, de porter attention et « faire place » aux expériences de recherche « à bas bruit », déjà présentes sur le territoire. À quoi peuvent nous éduquer les nombreux travaux qui s'engagent depuis les milieux associatifs, militants, citoyens, que ce soit dans le cadre d'un mémoire de reprise d'étude, d'un rapport de stage, d'un diagnostic de quartier élaboré collectivement, d'une publication autonome, d'une gazette de proximité ? Ouvrir ces questionnements, c'est prendre la mesure de cette intellectualité de masse qui habite nos villes, c'est porter attention aux déjà-là des savoirs et des expertises citoyennes, en tant qu'elles représentent les conditions d'émergence d'une société de/en recherche-action plus égalitaire, à laquelle nous pourrions toutes et tous contribuer. Il me semble que, dans ce contexte, les permanences de recherche peuvent contribuer à soutenir : une justice épistémique (un droit au savoir), par l'ouverture d'un espace où les savoirs et connaissances peuvent s'explicitier, se discuter, se partager, se confronter, se composer ; une justice langagière (un droit à la parole), pour que la pluralité des expériences qui composent nos milieux de vie ne s'homogénéise pas artificiellement dans des langues majoritaires et spécialisées (que ce soit celles du travail social, des politiques publiques, des milieux militants, de la recherche académique...) ; une justice scripturale (un droit à l'écriture) qui favorise la multiplicité des manières d'écrire le territoire, et donc de le lire

dans différentes sensibilités ; une justice narrative (un droit au récit), en invitant d'autres histoires, d'autres scripts, d'autres narrations à prendre place dans la ville et à contribuer à sa fabrication.

L'expérience de nos permanences de recherche a été brutalement interrompue après l'incendie volontaire que le centre socioculturel a vécu en avril 2025. Nous avons tenté, depuis lors, de poursuivre cette dynamique de recherche collective en nous réunissant dans d'autres locaux associatifs et municipaux de la ville et en imaginant de nouvelles perspectives face à ce contexte. Les *Cahiers de corecherche* sont nés à cet endroit, de cette difficulté à faire réémerger nos permanences de recherche et de ce refus de lâcher l'hypothèse politique d'une recherche permanente à Saint-Denis, à même de contribuer, modestement, à « faire ville » collectivement. Au moment d'investir ces nouveaux *Cahiers*, il m'a alors semblé nécessaire de revenir sur cette brève expérience des permanences de recherche au 110, afin de voir ce qu'elle nous permettait encore d'imaginer et de sentir-penser dans la période actuelle.

Commencer en (re)commençant

En amont de la première permanence de recherche, il y a eu un mail de Pascal Nicolas-Le Strat, envoyé au printemps 2024 à une vingtaine de personnes, qui annonçait notre projet et les vagues motifs qui l'habitaient. Il s'agissait avant tout, pour nous, de réengager notre désir de faire de la recherche en sciences sociales un *commun*, et de la recherche-action un droit politique dont nous pourrions toutes et tous nous saisir pour agir sur nos milieux de vie : un droit à enquêter, à faire histoire, à problématiser, à documenter, à analyser, à conceptualiser, à mettre en récit.

Pour mettre en place ce dispositif de corecherche sur Saint-Denis, nous avions besoin d'un lieu, d'un jour, d'un horaire, d'un rythme. La longue histoire des centres sociaux et de leurs multiples permanences d'entraide (permanence d'accès au droit, permanence juridique, permanence sociale, de santé, droit au logement...) nous donnait la possibilité de « faire entrer » la recherche par le rez-de-chaussée des pratiques associatives et coopératives de la ville. Bien évidemment, nous ne mettions pas de symétrie entre cette proposition de permanences de recherche, dont personne ne savait dire à l'avance ce qu'allaient être leur forme et leur utilité, et des dispositifs de soutiens et de solidarités longuement éprouvés dans nos quartiers et dont la nécessité n'est plus à démontrer. Il s'agissait donc d'expérimenter une forme de recherche-action relativement inédite pour nous, et de l'inscrire dans la continuité d'autres activités et manières de faire déjà présentes dans le lieu.

Il faut ici reconnaître au 110 sa propension à accueillir ce type d'expériences précaires et incertaines, et d'avoir accepté la condition de « non-savoir » que nous posions au départ de nos permanences. En effet, ne pas savoir où nous allons, lorsque nous engageons une action, implique toujours d'assumer collectivement la possibilité de n'aller nulle part (ou dans le mur).

Si ce contexte (et cette culture de l'incertitude) devrait être partagé par tous les lieux, les dispositifs, les collectifs qui se disent « en expérimentation », il faut admettre que nous sommes peu habitués à accepter d'agir sans avoir pris sur les situations (professionnelles, militantes, quotidiennes) et leur devenir. Ceci alors même que, comme le caractérise très bien Donna Haraway, les contextes sociaux, écologiques et géopolitiques actuels nous obligent à apprendre à vivre et agir dans des quotidiens de plus en plus troublés et incertains. C'est d'ailleurs à partir de ce contexte que je défends une *sociologie des tentatives*¹ qui peut aussi être entendue comme une philosophie politique, pour les « sociétés de recherche-action » qu'appellent les mondes précarisés et instables que nous habitons. Il s'agit alors d'apprendre à (re)penser et créer ensemble de nouveaux dispositifs et de nouvelles dispositions pour « faire collectivement », depuis l'instabilité de nos milieux de vie et d'activité. Pour cela, nous pensons nécessaire d'agir à découvert, c'est-à-dire en caractérisant, documentant et donnant à voir ce que nous fabriquons, ce que nous ratons et (surtout) ce que nous apprenons à travers ces processus. En ce sens, les *Cahiers de corecherche* s'inscrivent pleinement dans cette dynamique.

Vous l'aurez donc compris, en tant que chercheurs à l'initiative de ces permanences, nous ne souhaitons surtout pas masquer le trouble de la situation de départ par la promesse d'un processus de recherche sûr et connu d'avance. Pascal concluait d'ailleurs son mail d'invitation par l'annonce d'une méthode très minimaliste : « Comment commencer?... en commençant ! Nous vous proposons donc un commencement le lundi 22 avril [2024] à 18 h au 110 ». Si la formule « commencer en commençant » me semble intéressante à relever, c'est parce qu'elle caractérise bien les dynamiques de recherche et d'expérimentation que nous défendons. Pourtant, elle pourrait avoir tendance à masquer un point important, le fait que nous commençons toujours en recommençant, c'est-à-dire à partir des multiples antériorités qui habitent nos propositions. À ce titre, il n'est pas inutile de rappeler que notre initiative prenait la suite d'un certain nombre d'autres tentatives de recherche sur la ville qui, au fil des années, nous ont permis de porter un regard sensible sur ce territoire et d'y développer une attention particulière. Pour ne citer qu'un exemple, mentionnons la présence de notre atelier d'initiation à la recherche-action à l'Université Paris 8 qui, depuis plus de dix ans, met en lien des groupes d'étudiants, qui se forment aux métiers de l'éducation et de l'intervention sociale, à et des collectifs autonomes de la ville de Saint-Denis, en vue de co-produire des savoirs et connaissances sur les formes d'entraide, les coopérations, les manières de faire ville²... Cette année encore, cet atelier a réuni une cinquantaine d'étudiant·es autour de la question des « gestes d'accueil » qui s'expérimentent sur le territoire dionysien et qui contribuent à faire de cette ville un « milieu de vie » accueillant. Il a donné lieu à une restitu-

1 Louis Staritzky, *Pour une sociologie des tentatives. Faire monde depuis nos vies quotidiennes*, Éditions du commun, 2024.

2 Je donne à voir la dynamique de cette expérience pédagogique dans le cadre du livre *La recherche comme expérience(s). Chroniques d'un atelier étudiant de recherche-action à Saint-Denis*, ours éditions, 2022.

tion publique au Lycée Suger réunissant une centaine d'étudiant-es, d'habitant-es et d'acteur-ices de la ville³.

Parmi les nombreux étudiant-es, qui se sont formé-es à nos manières de « faire recherche », au travers de cet atelier, certain-es sont aujourd'hui au travail à Saint-Denis sur différentes initiatives du champ social. Cela nous amène nécessairement à nous demander, et à imaginer, ce qu'il en serait d'une ville dans laquelle un grand nombre de ses acteur-ices seraient en recherche-action permanente (sur les enjeux du soin, du social, de l'accueil, de l'éducation, de l'alimentation...) ? Quel rôle l'Université de Saint-Denis pourrait jouer dans ce contexte ? Comment participerait-elle à accueillir ces initiatives, à les soutenir, à les outiller, à les faire dialoguer ? Il s'agit probablement, ici, de l'ambition politique de nos permanences de recherche (et aujourd'hui de ces *Cahiers*), et c'est pour cette raison que, dès le début, nous les présentions comme des « instruments démocratiques permettant d'appuyer les dynamiques de capacitation citoyenne déjà à l'œuvre sur le territoire ».

Une permanence de recherche au 110

Notre arrivée au 110, pour y faire « recherche et permanence », peut, elle aussi, être perçue comme un recommencement. En effet, depuis l'émergence du projet en 2018, nous accompagnons avec la structure sans dispositif de recherche formalisé. Nous y sommes accueillis tantôt avec nos étudiant-es, tantôt avec nos collectifs de corecherche (dont quelques membres du 110 sont d'ailleurs parties prenantes). Nous pouvons aussi être présents lors d'événements festifs ou de séminaires que le centre social organise régulièrement. De manière générale, nous maintenons un dialogue sur le temps long avec le collectif. Cette antériorité de relation et la singularité du lieu sont les deux raisons qui expliquent que nos permanences aient « atterri » ici.

Premier centre socioculturel en France à s'être constitué sous le statut d'une coopérative, « le 110 » est d'abord singulier et « expérimental » par sa forme juridique. Au départ de cette expérimentation, il s'agissait d'élargir les fonctions et missions classiques d'un centre social afin d'y intégrer les activités économiques qui permettraient « à une communauté d'habitants et de familles de se saisir des enjeux sociaux et économiques de leur territoire et d'y co-construire des réponses adaptées ». Si le centre socioculturel n'a jamais réussi à développer pleinement cette dimension économique, il a néanmoins contribué à ouvrir l'imaginaire sur ces enjeux. Au départ, une partie des actrices du projet ont ainsi porté l'idée qu'un centre socioculturel peut aussi être un lieu où se réinventent les pratiques sociales de la production, de l'échange, de la circulation, de la consommation et de la valorisation. Ces réflexions peuvent d'ailleurs résonner avec les nombreux travaux féministes qui nous proposent non seulement d'avoir une compréhension plus élargie du champ économique (de sa reproduction et de ses rapports d'exploitation),

3 Le collectif Union Urbaine a documenté cette expérience au travers du film *Fragments d'accueil(s)*, réalisé par Arsène Mbuma et Victor Van den Woldenberg.

mais qui nous invitent aussi à nous réapproprier, au quotidien, une économie de communauté. Cette dernière se construit « à partir des lieux visibles et cachés de l'économie. Dans la maison, entre amies, dans les lieux de culte, au parc, à l'école, la création et la reproduction de modes de vie et de modes économiques sont autant de potentialités de faire advenir une économie de communauté axée sur le bien-être »⁴.

Comme le souligne Martine Bodineau, chercheuse et coopératrice du 110 depuis sa création, le statut coopératif de la structure a surtout permis aux personnes les plus éloignées des pratiques langagières dominantes dans les milieux associatifs et militants d'avoir « voix au chapitre » et d'exercer leur droit à la parole, notamment lors des réunions. En effet, la règle des sociétés coopératives selon laquelle « une personne = une voix » a contribué à installer ici un puissant imaginaire démocratique. Il n'est d'ailleurs pas rare d'entendre qu'au 110 la ville de Saint-Denis a une voix, de la même façon qu'une association de quartier ou un.e habitant.e. Cet imaginaire contribue à instituer une scène d'égalité entre les différent.es coopérateur.ices. Si le statut coopératif n'efface pas, bien sûr, les rapports de pouvoir avec les institutions ou les conflictualités internes au collectif, il installe un storytelling qui participe à créer les conditions pour que des personnes qui, dans d'autres configurations, ne se seraient pas senties légitimes de prendre la parole, le fassent. C'est notamment le cas pour le groupe de coopératrices pionnières, habitantes de la cité Péri où le centre social est implanté, dont les voix auraient pu être minimisées dans d'autres contextes et qui ont réussi, ici, à revendiquer leur place.

Dans un article où elle analyse les manières de faire collaboratif au 110, Martine Bodineau revient sur un épisode où, lors d'une réunion, Moufida, coopératrice du centre social, s'exclame : « j'ai bien le droit de parler ! » alors que sa voisine est tentée de l'en dissuader. Le statut coopératif, nous dit Martine, « ajoute un élément supplémentaire à la dimension collaborative. Le principe : "une personne, une voix", souvent répété au cours des assemblées du "110", joue un rôle effectif dans les modalités de prise de décision et un rôle symbolique (performateur) dans la position de chacun. Moufida a clairement fait valoir "sa voix". Comme le "bâton de parole" auquel on a parfois recours pour faciliter les échanges et qui passe de main en main, le principe coopératif m'apparaît comme un "totem" installé au centre de la table de réunion, rappelant à chacun l'impérieuse obligation à laquelle le soumet son engagement de coopérateur, son engagement à coopérer. Chacun a la possibilité de s'y référer pour fonder la légitimité de sa parole. La revendication de Moufida me semble essentielle parce que, le plus souvent, et malgré la meilleure volonté des animateurs des associations ou des collectifs, le mode d'expression qui leur est familier (et qui se pratique dans les assemblées militantes ou les réunions publiques) impose le silence aux personnes qui "ne savent pas bien parler". Pour rester une réalité, la dimension collaborative exige une diversité des modes

4 Audrey Laurin-Lamothe, Frédéric Legault et Simon Tremblay-Pepin, *Construire l'économie postcapitaliste*, Éditions Lux, 2023, p. 198.

d'expression et des langages. Ce sont les personnes "qui parlent bien" qui doivent s'efforcer de garder le silence pour entendre les paroles de celles et ceux qui parlent non pas "moins bien", mais autrement »⁵.

De même que, comme le revendique Jean-Louis Laville⁶, pour réinventer l'association il ne s'agit pas (uniquement) de partir de son existence juridique mais des pratiques (populaires) de l'associationnisme partout où elles s'expérimentent – y compris hors des associations loi 1901 –, pour comprendre et construire un « centre social coopératif », il faut avant tout s'intéresser à ce qui y fait coopération et à ce que le « coopératif » autorise, rend possible, suscite. L'exemple, ici, d'un « droit à la parole » dont l'exercice serait favorisé, à la fois par une règle juridique formelle et un imaginaire collectif (« ici nous entrons dans un centre social dit coopératif »), caractérise bien cette approche. Cela résonne aussi avec l'un des enjeux d'une permanence de recherche : ouvrir un espace où s'éduque une parole (et une écoute) collective et réflexive, où nous portons attention à la qualité de la discussion publique.

Un autre élément qui singularise le 110 est sa pratique de « l'accueil inconditionnel » qui est, elle aussi, traversée par d'importants enjeux de coopération. En effet, chaque personne qui passe la porte du centre socioculturel est invitée à participer de la vie du lieu. Cela est, par exemple, visible les jeudis lors des « médiations sociales partagées » où le 110 se mobilise pour l'accompagnement aux démarches administratives et à l'accès au droit. Là où de nombreuses structures ne vont traiter ces demandes qu'en passant par un accompagnement individuel sur rendez-vous, le 110 propose, aussi, un espace collectif de mutualisation de ces démarches administratives. Celui-ci favorise l'entraide, le partage des situations et des expériences, la mise en commun des compétences et des langages. Le centre socioculturel est donc coopératif par la pratique même de la coopération entre habitant-es, usager-ères, coopérateur-ices, salarié-es et par la porosité de ces différents statuts.

Si l'histoire du 110 devait être racontée depuis un de ses espaces, c'est probablement à partir du point d'accueil situé à l'entrée qu'il faudrait le faire. Là où, dans le champ du travail social, les fonctions d'accueil sont souvent (et injustement) reléguées à des postes subalternes, au centre socioculturel de la rue Gabriel Péri, elles sont valorisées comme un élément central qui garantit les dimensions associative, collective et coopérative du lieu. L'attention qui est consacrée à cet espace d'accueil contribue à construire une autre politique du travail social, en écho à la manière dont des centres de santé communautaire expérimentent aujourd'hui « une autre politique du soin » depuis leur pratique de « l'accueil inconditionnel et universel »⁷. L'équipe qui anime

5 Martine Bodineau, « Les manières de "faire collaboratif" : Des expériences à Saint-Denis et à Dunkerque », *Agencements* n° 3, Éditions du commun, 2019. Disponible en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-agencements-2019-1-page-79?lang=fr/>.

6 Jean Louis Laville, *Réinventer l'association. Contre la société du mépris*, Desclée de Brouwer, 2019.

7 Claire Richard. Dessins de Louise Drul, *La santé communautaire : une autre politique du soin*, 369 éditions, 2023.

le *Village 2 santé* dans le quartier populaire des Échirolles à Grenoble en parle très bien : « La domination et la violence institutionnelles sont liées à la manière d'accueillir les gens, de les faire attendre, de ne pas répondre à leurs questions, de leur tourner le dos... Ici, en tant que centre de soin, nous sommes une institution. Les personnes qui viennent ici arrivent souvent avec un rapport conflictuel aux institutions. Gagner leur confiance, c'est faire qu'elles cessent de nous voir comme une institution pour nous voir comme un lieu où elles peuvent s'exprimer, où elles seront écoutées et prises en compte. Ça se travaille et c'est un travail de fou. Celles et ceux qui pensent qu'il suffit d'être gentil-le pour être bien accueillant-e... n'ont pas compris grand-chose à ce qui se joue ici »⁸. Leurs pratiques et réflexions sur l'accueil « dès l'entrée du centre » (et au-delà) résonnent fortement avec ce que tente le 110 et, avec lui, d'autres associations dionysiennes (je pense par exemple à *La Trame*, lieu d'accueil inconditionnel pour des personnes en souffrance psychique). Dans une période marquée par la « crise d'hospitalité des politiques publiques », il me semble que cette culture de l'accueil à Saint-Denis doit (re)devenir un commun qui participe activement de la fabrique de la ville et de la subjectivité de ce territoire de migration. Il s'agit bien, pour cela, de créer les dispositions, « par un ensemble de pratiques et d'attitudes »⁹, mais aussi les dispositifs et les institutions qui permettent aux habitant-es de se sentir considéré-es, respecté-es et, surtout, à leur place au sein de la ville.

Comme nous le voyons, pour « accueillir », le 110, comme le *Village 2 santé* à Grenoble, dispose de riches savoirs et connaissances. Bien souvent, ces derniers ne sont pas explicités dans le quotidien d'une structure associative ou coopérative. À cet endroit, une permanence de recherche peut participer de la construction d'une politique du savoir à l'échelle d'un lieu. Elle contribue ainsi à une justice épistémique en reconnaissant la richesse des connaissances et expériences, en participant de leur caractérisation, de leur mise en dialogue et donc de leur élaboration.

Faire (face à la) place

Une permanence de recherche contribue aussi à favoriser une certaine « culture de l'attention » à l'échelle d'un lieu, d'une rue, d'un quartier, d'une communauté. En ce sens, en arrivant au 110, il s'agissait moins, pour nous, de créer une situation de recherche et d'enquête inédite ou d'élaborer une problématique bien précise, que de (commencer par) porter attention au « déjà-là en recherche » du lieu, aux savoirs du territoire, aux cultures d'observation, de réflexion, d'analyse présentes dans la communauté. Pour nous, cela relève d'un enjeu majeur. Ouvrir un nouvel espace de corecherche ne doit pas participer au « gaspillage des expériences » comme pourrait le caractériser Boaventura de Sousa Santos. Nous devons, au contraire, œuvrer à une « sociologie des émergences » qui nous donne à voir une plus large palette de savoirs, de langages, de pratiques, d'acteur-ices, de points de vue et de vie.

8 *Ibid.*, p. 21-22.

9 *Ibid.*

C'est dans cette perspective que nous avons, par exemple, éduqué notre attention vis-à-vis de la place du 8 mai 1945 qui faisait face au centre socioculturel, en découvrant le mémoire de recherche que Sabine Basset-Meiters, directrice du centre social, venait de lui consacrer. Le récit qu'elle livre de ce « micro-territoire », qu'elle nous fait découvrir à travers l'expérimentation d'une occupation collective de la place, est emblématique de ce que peut apporter une dynamique de corecherche à une ville et à ses communautés.

Pour beaucoup d'entre nous, la place du 8 mai était ce lieu que nous traversons sans nous y attarder, que nous regardions depuis les fenêtres du centre social lors de nos permanences de recherche, sans réussir pour autant à y voir la « vie sociale invisible » riche de possibles, de rencontres et de conflictualités dont Sabine nous parle dans son texte¹⁰. Avec elle, nous découvrons comment, à partir d'un conteneur-guinguette, nommé l'Oasis, se déploie toute une gamme d'expériences (joyeuses ou douloureuses, conviviales ou violentes), de coopérations et d'actions collectives. Ces dernières nous permettent de mieux comprendre le territoire, de ne pas ignorer ses multiplicités au risque de les effacer, d'imaginer une ville « déprojetée » face à la frénésie des projets urbains envahissants. Que rend possible une « disponibilité spatiale » dans un centre-ville dense, commercial et populaire comme celui de Saint-Denis ? C'est précisément ce que nous permet de nous figurer le récit de cette occupation/appropriation de la place du 8 mai 1945 par les habitant-es-usager-ères de l'Oasis, quelques mois avant que le « tsunami "marché" »¹¹ n'envahisse la place : « Le sujet de l'arrivée du marché était présent dans presque chaque échange, les habitants-clients se préoccupant du devenir de ce conteneur-guinguette. Ils avaient des avis différents. Certains étaient mécontents de ce déplacement du marché de la place Jean Jaurès vers la place de 8 mai 1945. D'autres s'en réjouissaient, exprimant leur souhait d'accéder au marché au plus proche de chez eux, moins dense et concentré que dans l'hyper centre-ville historique. Tous déploraient le manque d'information au sujet de ce projet et regrettaient que leurs commerçants, installés autour de la place du 8 mai, ne soient pas non plus informés »¹².

À rebours d'une information et d'une parole (municipale) qui ne circulaient plus, l'Oasis ouvrait un lieu de respiration où les récits, les mémoires, les idées pouvaient à nouveau être partagés, débattus, informés, transmis : « Les personnes les plus âgées racontaient que le marché était déjà présent sur la place du 8 mai 1945, dans les années 1980-1990. Ils racontaient aussi les bals musettes qui y étaient organisés et la place de la « Caserne des Suisses » de leur enfance. Une caserne démolie en 1969, dont une partie a été conservée et qui fait aujourd'hui partie du bâtiment de l'IUT (Institut Universitaire Tech-

10 Sabine Basset-Meiters, *À la découverte d'une place publique à Saint-Denis : la vie sociale invisible d'un micro-territoire*, ours éditions, 2025, en ligne :

<https://quartiersenrecherche.net/a-la-decouverte-d-une-place-publique-a-saint-denis/>.

11 Terme que mobilise Sabine Basset-Meiters pour caractériser le déplacement du marché extérieur sur la place du 8 mai 1945 dans le cadre de la rénovation du centre-ville.

12 *Ibid.*, p. 16-17.

nologique). Les échanges et, surtout, l'écoute apportée aux témoignages des dionysiens et dionysiennes les plus âgés et étaient riches d'informations. Ces personnes « prenaient le temps », le temps de se poser physiquement, le temps de raconter, le temps de se retrouver avec d'autres habitants de leur génération. Pour la plupart, elles avaient fréquenté les mêmes écoles. Les femmes racontaient la séparation des élèves filles et des élèves garçons dans leur parcours scolaire. Ces personnes, ouvriers et ouvrières, avaient travaillé dans les usines de La Plaine Saint-Denis ou de l'Île-de-France. Certaines sont venues d'Afrique du Nord, du Portugal, de l'Espagne, d'autres encore de régions françaises telles que la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais, la Nouvelle Aquitaine »¹³.

L'Oasis était un lieu de proximité, et parfois même d'intimité, au cœur d'un espace public qui, d'extérieur, pouvait paraître peu accueillant. Il offrait pourtant un endroit pour que de multiples formes de vie puissent cohabiter (des figures du quartier plutôt expressives, aux personnes plus marginales souhaitant simplement être là sans parler), pour qu'un droit au récit puisse s'exercer. Sabine nous montre que c'était un lieu ouvert où l'on échangeait, parfois en petit groupe, notamment pour les habitué·es du café du matin, ou en assemblée élargie, dans le cadre de « scènes ouvertes » réunissant jusqu'à deux cents personnes. L'Oasis était la possibilité d'un espace public démocratique dont nos villes ont tant besoin. En nous saisissant de ce type de récit situé, en lui « faisant place », en pensant son éditorialisation et sa publication¹⁴, la permanence de recherche et, dans son prolongement, les *Cahiers dionysiens de corecherche* peuvent contribuer à une forme de justice narrative à l'échelle de nos territoires : montrer la multiplicité des possibles qui habitent une ville, les scripts qui la composent, les imaginaires qui la façonnent. Nous faisons, ici, l'hypothèse qu'une telle démarche participe à fabriquer, démocratiquement, la texture d'un quartier, d'une ville, d'un territoire.

Faire ville avec la multiplicité des récits qu'elle produit

Il y a plusieurs mois nous répondions à un appel à manifestation d'intérêt de l'Institut français du monde associatif (IFMA) sur la thématique « Quelle contribution du fait associatif aux territoires ? ». Il s'agissait, pour nous, de montrer les manières dont les acteurs associatifs proposaient d'autres récits de leur géographie d'action et construisaient d'autres (rapports aux) territoires que ceux imposés par leurs périmètres administratifs et institutionnels. C'est à partir du centre-ville de Saint-Denis et du quar-

13 *Ibid.*, p.17.

14 Nous avons proposé à Sabine de publier son texte chez ours éditions dans la collection Fulenn que dirige Pascal Nicolas-Le Strat et qui « défend des écritures en sciences sociales très en prise avec les expériences (de vie, de résistance, de création, de lutte, d'entraide, de coopération...) – des écritures qui n'évacuent jamais la dimension sensible des enquêtes et analyses et qui assument leur caractère nécessairement situé, sur le plan des rapports de classe, des enjeux de qualification/disqualification, des assignations et des émancipations de genre ou, encore, des logiques de racisation. De telles écritures intègrent donc une forte capacité auto-réflexive, à un haut niveau d'exigence, tant sur les conditions de la recherche et ses processus, que sur les prises, emprises et déprises des positions et postures ».

tier du Blosne à Rennes que nous formulions une réponse collective afin d'interroger la « Mise en mots et en récit du quotidien comme mode d'engagement à l'échelle du territoire ».

Au moment où nous obtenions le financement de notre projet par l'IF-MA, nous proposons à Martine Bodineau, alors présidente de l'Amicale des Abalétriers, association de locataires de l'îlot 9, de nous faire le « récit de vie » de ce lieu associatif lors d'une de nos permanences de recherche au 110. Cette proposition a d'abord pris la forme d'un récit oral déployé devant une dizaine de personnes dans la grande salle du rez-de-chaussée du centre socioculturel, un récit qui ne pouvait dès lors être qu'une « histoire par le bas ». Ce n'est qu'en deuxième temps que cette histoire a donné lieu à un écrit de plus de quarante pages que nous avons alors mis en ligne sur le site : quartiersenrecherche.net/.

Ce type de « mise en mot et en récit » est rare à l'échelle de nos territoires de vie. Aujourd'hui, un grand nombre de nos associations de proximité disparaissent, dans un contexte de forte restriction des subventions, sans laisser de trace. Cela devrait nous interroger sur les formes d'attention que nous accordons à nos trajectoires collectives et individuelles, à nos quotidiens, nos voisinages, nos mobilisations. La question « qu'est-ce qui mérite d'être raconté ? », posée par Martine Bodineau en préambule de son texte, devient alors une problématique politique et démocratique centrale dont nous pouvons nous saisir pour affirmer notre droit à faire histoire, sur un mode mineur, fragmenté, refusant, dans le même temps, les approches hégémoniques et homogénéisantes de nos villes. Dans le cas de cette salle associative, cet enjeu était renforcé par le fait qu'elle se situait dans un centre-ville en pleine rénovation urbaine. Dans le cadre de cette opération, un puissant récit était mobilisé insistant sur le caractère historique et unique de ce quartier dionysien, avec sa Basilique et sa nécropole royale qui attirent chaque année plus de 100 000 visiteurs, et laissant dès lors peu de place pour que d'autres histoires se racontent.

Bien sûr, faire le récit d'une dynamique associative, à la première personne, comme nous invitons Martine Bodineau à le faire, relève inévitablement d'une forme d'histoire de vie. Raconter 40 ans d'engagements dans une salle associative c'est, avant tout, se raconter soi-même dans son rapport à ce lieu. Pourtant, en lisant ce récit singulier, et sa mise en réflexion, qui n'engage, à première vue, que son autrice, nous découvrons une (autre) histoire possible de Saint-Denis. Une manière de vivre et de faire face à ses transformations, ses permanences, ses devenirs, ses insistances... Plus largement encore, ce récit donne à voir comment nos dynamiques associatives et lieux collectifs sont des moyens puissants pour garder prise sur des « morceaux de territoire », même lorsque la démocratie locale fait défaut, pour continuer à faire voisinage avec « celles et ceux qui restent ». En cela, son récit de vie fait récit de ville, et relève pour nous d'un commun qui ouvre vers d'autres imaginaires...

Imaginer une ville ouverte et accueillante

Porter attention à la « recherche en compagnonnage » de Sabine ou à l’histoire de la salle associative de Martine nous enseigne deux choses essentielles. D’une part que nous avons besoin d’espaces publics ouverts et disponibles, de lieux associatifs autonomes et accueillants, afin de nous rencontrer, d’échanger, de frictionner. D’autre part, que les expériences associatives et coopératives peuvent participer activement à la fabrication de la ville. Ces deux éléments nous semblent essentiels pour faire vivre une « démocratie éprouvée » à l’échelle de nos territoires¹⁵. Le grand philosophe et sociologue de la ville, Marshall Berman, a très souvent insisté sur la nécessité de tels espaces dans nos sociétés contemporaines : « La lutte pour des *villes ouvertes*, nous disait-il, est un moment essentiel de la vie démocratique : une lutte pour un espace public que nous pouvons tous partager »¹⁶.

C’est parce que le récit de l’Oasis nous permet, non pas de dégager de grandes indications pour « programmer » un espace public démocratique dans une ville populaire comme Saint-Denis, mais de nous « figurer » ce que recouvre et rend possible un tel lieu, qu’il nous a paru important de penser sa publication dans le cadre de nos permanences. Ce texte me semble être d’une grande actualité pour penser et lutter pour des villes ouvertes, comme nous invite à le faire Berman.

Aujourd’hui, l’espace Oasis est fermé. Au moment de sa fermeture, sous la précédente municipalité, nous avons eu la sensation que, pour différentes raisons, la ville entière était en train de connaître le même sort. Les antennes jeunesse ont été fermées sur décision de l’ancien maire. Dans un contexte de tension liée à cette décision brutale, le centre socioculturel Le 110 a été incendié et est resté fermé depuis. La Maison Jaune a fermé. Le Chapiteau Rajaganawak a fermé. Le Journal de Saint-Denis a fermé. La liste pourrait encore être allongée. La lutte contre la fermeture des lieux et espaces de vie collectifs est devenue un enjeu central sur la ville (et sur bien d’autres territoires). Dans un laps de temps très court, les habitants ont dû se mobiliser tantôt contre la fermeture de leurs bibliothèques¹⁷, tantôt contre celle de leur résidence¹⁸ ou, encore, contre la fermeture de leur centre de santé communautaire, des arrêts de bus qui desservaient leur centre-ville, de leur Bourse du travail... Les parents, enfants et enseignants de Seine-Saint-Denis ont dû, et doivent encore, se mobiliser très fortement contre la fermeture de leurs classes.

15 Pascal Nicolas-Le Strat, *Une démocratie éprouvée : Expérimentation, micropolitique, commun*, Éditions Grevis, 2026.

16 Marshall Berman, *Tout ce qui est solide se volatilise. L’expérience de la modernité*, Entremonde, 2018, p. 478.

17 Nével Gagnepain, « Saint-Denis : des habitant-es se mobilisent contre la fermeture d’une bibliothèque », *Bondy Blog*, 2022. Disponible en ligne : <https://www.bondyblog.fr/quartier/saint-denis-des-habitant-es-se-mobilisent-contre-la-fermeture-dune-bibliotheque/>.

18 Alain Bertho, « Ilot 8 » : le saccage programmé de l’œuvre de Renée Gailhoustet, *Le Club Mediapart*, 2025. Disponible en ligne : <https://blogs.mediapart.fr/alain-bertho/blog/140325/ilot-8-le-saccage-programme-de-l-oeuvre-de-renee-gailhoustet/>.

Nous sommes dans une période où, face à la fascisation de la société, nous avons besoin de nous retrouver, de dialoguer, d'expérimenter collectivement. Pour cela, il est primordial de pouvoir (à nouveau) imaginer des villes ouvertes et accueillantes¹⁹. Celles-ci ne se fabriqueront pas sans la multiplicité des récits qui l'habitent, sans la pluralité de nos savoirs et de nos expertises, sans la richesse de nos langages et de nos écritures. Pour toutes ces raisons, nos villes ont besoin de s'appuyer sur des dynamiques de corecherche. La (trop) brève et modeste expérience des permanences de recherche au 110 nous laisse entrevoir quelques pistes en ce sens, mais beaucoup restent encore à imaginer. J'espère que l'hypothèse des *Cahiers de corecherche* pourra contribuer à cette dynamique, qu'ils participeront d'une écologie de l'attention à l'échelle de la ville, d'une formation à la recherche par la recherche pour les acteur·ices du territoire, d'un équipement démocratique pour les expériences associatives et coopératives de Saint-Denis.

19 Nous nous réjouissons donc de voir que le maire et sa nouvelle équipe municipale semblent avoir à cœur ces enjeux.

Écrire en prise avec des expériences dionysiennes

Martine BODINEAU & Sabine BASSET-MEITERS

Les échanges qui suivent ont eu lieu lors de la journée d'étude « Écrire les expériences associatives, mettre en récit les territoires » qui a eu lieu à l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis le 11 octobre 2025. À partir de deux permanences de recherche¹ à Saint-Denis et Rennes, et en résonance avec plusieurs autres chantiers de recherche-action en France, cette journée, associant chercheur-es, membres de collectifs, militant-es et professionnel-les, interrogeait l'émergence d'autres récits de vie et de territoire qui contribuent à rendre visibles les manières de faire, de coopérer et de créer, à l'œuvre aujourd'hui dans les associations.

Nous choisissons ici de reproduire deux prises de parole : celle de Martine Bodineau, à partir de sa trajectoire de chercheuse et militante associative à Saint-Denis, et celle de Sabine Basset-Meiters à partir de sa recherche sur la place du 8 mai 1945 et de son expérience de directrice du centre socioculturel coopératif Le 110 à Saint-Denis².

Martine Bodineau

Qu'est-ce qu'il faut retenir dans tout ça ?

C'est au moment d'une de nos permanences de recherche qu'il m'a été proposé de faire le récit de « ma » salle associative, située dans l'immeuble dans lequel je vis depuis bientôt quarante ans. D'abord à l'oral, sur un temps long, puis à l'écrit³. Et donc, aujourd'hui, c'est à nouveau à l'oral que j'y reviens.

Dans un premier temps, il s'agissait de revisiter cette histoire, de fouiller dans mes archives écrites, et dans mes souvenirs évidemment. Il y avait déjà des choses dans un texte qui s'appelle les *Chroniques des fabriques*, écrit lors de la mise en place des *Fabriques de sociologie*⁴ qui ont démarré

- 1 Les permanences de recherche représentent un « équipement démocratique » à l'échelle d'un territoire et permettent de : construire une « archive sensible » de la ville à travers le recueil des récits de professionnel-les et d'habitant-es ; formuler des questions d'intérêt commun à partir de l'expérience des habitant-es et de leur « expertise d'usage » ; créer dans le quartier des espaces de rencontre et de débat où la diversité des récits et des expériences puisse se formuler ; favoriser une « écologie de l'attention » permettant de prendre soin des milieux de vie et d'activité au moment où ils sont affectés par des processus de rénovation, de réaménagement et de mobilité contrainte ou choisie et dans une période marquée par l'aggravation des discriminations et des inégalités.
- 2 Le centre socioculturel a ouvert ses portes en mars 2018. Il est géré par une coopérative d'habitants et d'habitantes du centre-ville de Saint-Denis.
- 3 En ligne : <https://quartiersenrecherche.net/recits-de-vie-recits-de-ville-lanfrage-dans-un-morceau-de-territoire/>.
- 4 Le réseau des Fabriques de sociologie a été créé en 2012 avec le soutien de la Maison des

en 2012. Il y avait aussi des choses dans ma thèse, qui porte sur « La fabrique d'une sociologie de l'intérieur » et qui retrace ma trajectoire d'apprentissage, au travers de mes expériences associatives et de recherche (dont des enquêtes menées à Saint-Denis, avec des enseignant-es et étudiant-es de Paris 8)⁵. La plupart de mes activités ont été accueillies dans cette salle.

Et donc ma question pour ce récit avait été : qu'est-ce qu'il faut retenir dans tout ça ?

La chronologie ne donnait rien de bien intéressant. J'ai plutôt tenté de repérer les temps forts, les points de bascule, l'apparition de nouveaux questionnements, les changements de point de vue. Pendant toute cette expérience associative, il y a eu, pour moi, des changements, par exemple l'évolution de mon mode d'engagement et des formes de militantisme. Je suis passée, on va dire, d'un militantisme que j'appellerais « traditionnel » à un engagement de plus en plus dans le micro, dans le voisinage et dans le quotidien.

J'ai construit mon récit autour de trois enjeux : 1) les activités culturelles comme moyen de favoriser la vie sociale, 2) les synergies et les contradictions entre militantisme politique et initiatives associatives et 3) la délicate question de l'opposition entre la « mixité sociale » et « l'entre soi » (des termes fréquents en sociologie, que je n'emploie pas d'habitude mais que j'ai repris pour les questionner).

L'écriture de ce texte m'a placée devant le défi d'entrer dans le vif des sujets les plus délicats de la réalité quotidienne de ce bout de quartier, en essayant de me confronter à la difficulté d'assumer honnêtement ma position sociale dans un contexte inégalitaire, dont celle de devoir apprendre, par exemple, à me vivre « en tant que blanche ».

Prendre en charge des questions complexes

Dans l'association de locataires qui gérait la salle, on était une majorité blanche et quelques familles non blanches. On était très contents de cette « mixité » et j'ai mis du temps à me rendre compte qu'elle était très relative, et très confortable parce qu'on restait majoritaires. Et puis l'inverse s'est produit, c'est-à-dire que la population blanche de notre HLM a dimi-

Sciences de l'Homme Paris Nord (domiciliée à la Plaine Saint-Denis) et il associe des acteurs et actrices d'horizons différents (sciences sociales, militantisme associatif, art, architecture, intervention sociale, littérature, activisme, éducation populaire,...) dans la perspective d'une recherche critique en capacité de lutter contre toute forme de discrimination, de renforcer la capacité à agir des minoritaires et des dominés et de promouvoir des « méthodes de l'égalité » en termes de coopération, de démocratie radicale et d'autonomie.

5 La thèse est accessible ici :

<https://fabriquesdesociologie.net/Theses/2017/06/17/martine-bodineau/> ; et les Chroniques des fabriques, ici : <https://www.lfef.fabriquesdesociologie.net/chroniques-des-fabriques-a-lorigine-de-lexperience-des-fabriques-de-sociologie/>.

nué et que la population majoritaire est devenue noire. Tout d'un coup je suis devenue blanche ! Parce qu'avant je ne l'étais pas, je ne me vivais pas en tant que telle. Et ce n'est pas aussi facile qu'on peut le prétendre dans ce que j'appelle la « bienséance de gauche ». Je le dis d'autant plus facilement que je pense y avoir longtemps contribué. Sur ces questions, on restait dans l'idéologie : l'idéal de la mixité, avec la ville-monde ou la ville populaire et solidaire, qui, à Saint-Denis comme ailleurs, a remplacé la figure de la « ville ouvrière ».

De mon point de vue, dans ce changement de contexte, il y a un refus de prendre en charge la complexité des situations. Entre un idéal de mixité, qu'il ne s'agit pas de renier parce que je pense qu'effectivement c'est un idéal à conserver, et la confrontation au réel des cultures et des modes de vie, ce n'est pas pareil. Cela peut poser des choses compliquées dont, justement, il faudrait parler et se saisir pour se demander ce qu'on en fait. Pour moi, il y a un refus de vouloir assumer collectivement cette complexité et donc de la travailler dans la réalité quotidienne.

L'idéalisation de l'égalité et de la solidarité, et ce refus de reconnaître l'existence de « différences », de peur que ça laisse supposer une attitude raciste, empêche de voir les banales difficultés de la vie collective et celles de la cohabitation de personnes qui n'ont pas les mêmes modes de vie. Et ça empêche de chercher comment dialoguer, comment tisser des relations, pour ajuster au mieux ces modes de vie. Je pense même que ça peut créer des rancoeurs pour des gens qui vivent mal ces situations et, au final, alimenter des sentiments racistes.

Sabine Basset-Meiters

Arriver à l'université

J'arrive tardivement à l'université. Je viens d'un parcours dans le travail social, avec la préparation à un diplôme d'État à l'IRTS de Paris. Je viens de ce monde-là. Et c'est vrai que je me posais pas mal de questions en étant aussi habitante à Saint-Denis. La première fois que j'ose entrer dans cette université c'est parce qu'à ce moment-là il y a les *Fabriques de sociologie 93*. Il me semble que c'est en 2012-2013. Je découvre un collectif d'étudiants, d'enseignants-chercheurs, de militants, qui discutent, échangent, se racontent chacun leur terrain de recherche. Je ne comprends pas grand-chose. Mais, en même temps, je comprends. Il se passe plein de choses et c'est super intéressant, ça met en appétit. Et comme je suis assez lente dans mon processus individuel, ce n'est qu'en 2021 que je reprends mes études à Paris 8 dans le Master *Éducation tout au long de la vie*. Je choisis très bien mon année, parce que c'est l'année du covid, bien sûr. Pour tout vous dire, j'habite à quinze minutes à pied de l'université, mais je me retrouve derrière un écran d'ordinateur pour suivre des cours en visio.

Démarrer une recherche sur Saint-Denis

Ma recherche, dans le cadre de mon mémoire de Master, démarre place du 8 mai 1945. C'est à cinquante mètres de l'îlot HLM où il y a la salle associative dont Martine vient de parler. Et pourtant, il ne s'y passe pas du tout les mêmes choses, ce ne sont pas les mêmes gens, les mêmes espaces, les mêmes configurations. À ce moment-là, je suis présidente du Centre socioculturel coopératif Le 110 qui est en face de la place du 8 mai. Cette structure a un statut particulier, on n'est ni association au sens juridique, ni un centre social municipal. On est un peu des extraterrestres.

Ma recherche sur cette place a duré deux ans. Personnellement, je ne trouve pas que c'est très long d'y passer deux années. Je pense qu'on pourrait encore continuer, encore et encore. En tout cas, ici, ça s'inscrivait dans un temps délimité par mon Master. L'écriture de cette recherche, c'était une écriture un peu brute. Je tenais un journal de recherche. J'avais ces cahiers avec moi, toujours à portée de main, dans mon sac. Une écriture manuscrite où on retrouve vraiment la place avec toute son ébullition et puis tout ce contexte politique aussi, notamment par rapport à la rénovation urbaine.

Je n'ai jamais considéré ces journaux comme étant à moi uniquement. Les autres personnes sur la place pouvaient se rendre compte que je notais des mots, des phrases ; ça ouvre aussi à plein de discussions. Écrire, c'est aussi un geste qui montre qu'il y a une attention particulière. J'étais quand même, et je suis toujours, avec des personnes qui sont complètement invisibilisées, et qui expriment aussi de la colère, qui subissent énormément de mépris de plein de manières différentes.

Quand on est étudiant en travail social, on nous parle beaucoup de distance, de mettre à distance, de prendre du recul. Quand on est travailleuse sociale, là on passe la porte du domicile des personnes, on ferme la porte et puis, quand on ressort, on est censé se retransformer en mère de famille, en épouse. Je n'ai jamais trop compris. Sur la place, justement, j'ai pu questionner tout ça.

Martine

Changer de regard sur la vi(II)e

Aujourd'hui, on voulait montrer comment, à travers des engagements associatifs, on devient chercheuse et comment le fait de mettre en recherche nos expériences associatives transforme les modes d'engagement dans nos expériences. Je parle de nos expériences associatives, mais peut-être qu'on peut l'étendre plus largement aux actions de voisins, d'habitants, de militants, etc.

Ce qui me passionne, c'est ce que j'appelle un « changement de regard ». Et je me dis que si je devais définir en quelques mots ce qu'est la recherche pour moi, je dirais que c'est d'arriver à changer de regard sur les choses. J'ai pris l'habitude d'observer des détails, au quotidien : durant

mes trajets, dans les échanges avec mon voisinage... Souvent, on s'interroge sur pourquoi les gens réagissent de telle manière à tel sujet, mais c'est aussi intéressant de se demander : moi, qu'est-ce qui me fait réagir et pourquoi ?

Je vous donne des exemples de changement de regard. Dans cette salle associative, à l'époque où je pensais que les activités culturelles favorisaient le « lien social », il y a eu un cambriolage avec des vols d'instruments de musique qui appartenaient aux associations culturelles qui faisaient des activités dans la salle. Et nous autres, « camarades des milieux culturels, intellectuels et militants », notre réflexe a été de nous dire : on va se protéger avec des grilles et des caméras pour qu'il n'y ait pas de nouveau cambriolage. Grâce à mes premières expériences de recherche, j'ai pu me questionner et me dire que notre vision était focalisée sur l'intérieur et qu'on en arrivait à vouloir se protéger de l'extérieur.

Ça posait vraiment la question de notre positionnement : on est qui ? Qu'est-ce qu'on fout là ? En fait, on s'appropriait la salle, une salle collective, une salle des habitants. Pour moi, ici, il y a eu un point de bascule. Parce que je me suis rendu compte qu'on prétendait être là pour le bien des habitants, qui ne nous avaient pas demandé grand-chose d'ailleurs, alors qu'on s'appropriait la salle. Donc, ce changement de vision avait été assez radical pour moi. Ce nouveau regard, c'était aussi sortir des évidences et sortir des complaisances qui nous empêchaient de regarder ce fait qu'on défendait aussi notre petit pré-carré. Voilà, donc, ça m'a bien fait bouger.

Défendre la langue (courante)

Cette manière de prendre du recul m'a aussi aidée dans les réunions publiques. À l'époque, il y avait des réunions autour de la rénovation urbaine du quartier. J'étais impliquée en tant qu'habitante, mais je pouvais aussi me décaler à certains moments pour observer ce qui se passait. J'observais la position des intervenants, nos braves experts et prestataires, qui mangent bien mieux que nous, souvent, et avec de l'argent public ; la position des élus et la confusion des rôles lorsqu'ils laissaient les prestataires gérer les réunions. J'ai aussi pu mesurer de façon vraiment importante les modes de domination, dont celle du langage, ce langage institutionnel qui s'imposait à tout le monde.

Quand je travaillais dans le quartier sur les questions de propreté, les gens, eux, ils parlaient de crottes de chien, de pisse, de marcher dans la merde, alors que dans les réunions publiques, tout le monde parlait de déjections canines. Ça n'est pas tout à fait révélateur de l'expérience qu'on est nombreux à connaître d'avoir mis nos pieds dans une crotte de chien. Je me suis dit qu'on ne se rendait pas compte à quel point ce vocabulaire niait l'expérience et le vécu. Donc, maintenant, je défends le langage courant, y compris le langage familial, y compris les « gros mots » !

Et je termine en disant que ce qui m'avait aussi beaucoup frappée, c'était l'absence de position politique claire de la part d'élus, qui s'étaient quand même bagarrés pour avoir un quartier avec des dalles ouvertes communiquant par des passerelles, et qui abandonnaient leurs positions politiques au nom de la question de « l'insécurité » et de la délinquance.

Ne pas nier l'expérience de l'autre (par bienveillance)

Je me souviens d'une expérience, c'était pendant les émeutes de 2005.

On se baladait dans la ville avec un groupe de femmes parce qu'on avait peur que les gamins se fassent tabasser par les flics, déjà à l'époque.

Là aussi il y avait des inversions intéressantes. Théoriquement nous autres femmes étions censées avoir peur dans la rue le soir, alors qu'en fait on était là pour protéger les jeunes. Et ils avaient tout à fait compris. On les accompagnait à leur voiture dans la nuit, on discutait avec eux... Un soir, on avait rencontré un jeune homme qui a utilisé le terme « les Français ». Et la personne qui était avec moi, qui était une militante, lui dit : « mais, toi aussi, t'es Français ». Il est resté complètement silencieux, parce qu'en fait il était en train de nous dire qu'il n'était pas un Français comme les autres. Et nous, on lui disait : « mais si, mais si, tu es Français ». Donc on était en train de nier ce qu'il vivait.

Sabine

Des permanences de recherche

Tout cela fait aussi écho à la permanence recherche au 110. Quand on est pris dans un quotidien, dans l'action permanente, dans un territoire qui est passionnant, mais aussi très fatigant, d'avoir des temps privilégiés pour se retrouver physiquement, où on peut exposer où on en est, ce sont des temps de réflexion et de respiration importants.

On réfléchit et on s'écoute. On revient à des fondamentaux mais qui deviennent tellement rares ! Donc c'est tant mieux s'il y a une prolifération de permanences de recherche sur d'autres territoires.

Rien que le fait de prendre un temps, de marquer un temps d'arrêt, de poser les choses, ça permet de mieux continuer et de tenir. On n'a pas d'autre objectif de résultat que de tenir dans le temps, et ce n'est pas rien. Et pour pouvoir tenir, il faut avoir ces espaces d'écoute, de parole, au sens de la recherche. On peut partager chacun où on en est, et ça fait écho. Ce qui se passe à Rennes fait écho à Saint-Denis, comme ça l'a fait à Marseille avec les habitantes-chercheuses de la Castellane qui sont venues ici.

Ouvrir des questions (qui insistent)

Au 110, on commence vraiment à se questionner sur cette notion d'accueil. Pour nous, elle est fondamentale. C'est le déclenchement de tout ce

qui peut se passer ensuite. Ça fait écho à ce qu'on a pu expérimenter sur la place du 8 mai parce que, finalement, l'accueil c'est une pratique. Donc qu'on soit dans un conteneur sur l'espace public (aménagé en « buvette-guinguette ») ou dans une structure, c'est ancré pareillement dans nos pratiques.

Alors, pour tout vous dire, depuis l'incendie du 110 en avril⁶, on se retrouve hors les murs. Et même en extérieur, on garde nos réflexes, cette manière de bien accueillir. On s'en rend encore plus compte quand on remarque que ce n'est pas partagé dans toutes les structures qui se revendiquent pourtant comme des lieux d'accueil. Peut-être est-ce lié à la façon dont on a été éduqué. On sait que c'est important de bien parler aux personnes ; peu importe qui passe la porte, c'est toujours « bonjour monsieur, bonjour madame ». Pour nous, ça, c'est hyper précieux. Parce qu'en fait on accueille aussi avec qui on est.

Il y a aussi la question du corps. Si vous lisez mon texte sur la place du 8 mai⁷, vous verrez que ma recherche parle de corps qui sont éprouvés. Quand on est dans l'espace public, en extérieur, comme nous sur la place du 8 mai, nos corps sont toujours pris dans l'action. Il y a le trafic, les transports en commun ; ça bouge.

6 Un incendie volontaire, intervenu dans la nuit du 11 au 12 avril 2025, a endommagé une partie des locaux, propriété de la ville, et les travaux de réfection n'ont pas encore été engagés.

7 *À la découverte d'une place publique à Saint-Denis : la vie sociale invisible d'un micro-territoire (Une recherche en compagnonnage)*, ours éditions, 2025. En ligne : <https://quartiersenrecherche.net/a-la-decouverte-dune-place-publique-a-saint-denis/>.

Un peu plus de pouvoir sur sa vie

En stage dans une association de quartier de Saint-Denis

Sinewane LAHMADI

L'association *Nos Banlieues'Arts* est une petite association qui travaille dans un quartier à Saint-Denis. Leur truc, c'est la culture : ateliers vidéo, musée, musique, écriture, graff. Leur objectif est que les habitants, surtout les jeunes, puissent partager des choses sur leur vie, sur ce qui les énerve, sur ce qu'ils veulent changer. Cette démarche ressemble à ce qu'on appelle l'éducation populaire : partir de l'expérience des gens, pas leur donner des leçons.

Mon stage a duré une semaine. J'étais là pour aider à préparer les ateliers et, parfois, animer un peu, et surtout observer. Le cours « Éducation populaire et politique »¹ m'a appris qu'on ne peut pas être neutre quand on travaille avec des gens qui vivent des réalités difficiles. Mais, sur le terrain, c'est plus compliqué que dans les livres.

Je vais raconter des situations qui m'ont marquée. Ces moments m'ont beaucoup appris sur moi, sur ce que je sais faire ou pas, et sur ce que veut dire « éduquer » en politique.

Le garçon qui a dit non

C'était un mercredi après-midi, atelier vidéo. Nous étions cinq jeunes, entre 14 et 17 ans. L'animateur, Karim, voulait qu'ils fassent un micro-trottoir dans la rue : « Vous allez demander aux gens ce qu'ils pensent de votre quartier ». L'idée était qu'ils se rendent compte que les autres ont des préjugés pour, ensuite, faire une vidéo de réponse.

Un des garçons, Sofiane (15 ans, casquette, toujours un peu en retrait), a répondu : « Non. J'vais pas faire chier les gens pour rien ».

Karim a insisté : « C'est pour vous, pour montrer votre réalité ». Sofiane a haussé les épaules. « Ma réalité j'la connais. J'ai pas besoin d'une caméra pour ça ».

Les autres ont rigolé nerveusement. Moi, j'étais debout dans un coin avec le pied de caméra. Je me souviens qu'il faisait chaud, la salle sentait le marqueur et le tabac froid. Sofiane est resté assis sur la table, les bras croisés, jusqu'à ce que Karim abandonne l'idée et propose autre chose.

1 Le cours « Éducation populaire et politique » est proposé au 2e semestre de la Licence 2 des sciences de l'éducation à l'Université Paris 8 et il est dispensé par Axel Taupin, Louis Staritzky et Pascal Nicolas-Le Strat.

Sur le moment, j'ai été surprise. Pas énervée, plutôt mal à l'aise. Parce que j'avais envie que ça marche, ce stage. J'avais envie de pouvoir dire que j'étais utile. Et là, ce gamin, il cassait tout. Je me suis dit : « Il est juste têtu, il veut pas faire d'effort ». Mais, en même temps, je comprenais un peu ce qui se passait. J'ai grandi dans une cité. Si un adulte était venu me dire : « Tu vas interroger des gens sur ce qu'ils pensent de chez toi », j'aurais peut-être dit « non », moi aussi. Pas pour être contre, mais parce que ça fatigue. Toujours expliquer. Toujours montrer qu'on est pas des monstres.

Donc j'étais partagée, un peu agacée, un peu triste aussi. Triste que Sofiane soit déjà dans cette position de refus. Triste que l'atelier soit bloqué.

Sur le moment, je n'ai rien fait. Vraiment rien. Je suis restée à regarder Karim essayer de négocier. J'aurais pu proposer autre chose, par exemple demander à Sofiane ce qu'il aimerait filmer à la place. Mais je me suis dit que ce n'était pas mon rôle, que Karim savait mieux que moi. Alors j'ai serré les mâchoires et j'ai attendu que ça passe.

Après l'atelier, Karim m'a dit : « T'as vu, c'est comme ça parfois. Faut pas forcer ». J'ai hoché la tête, mais je n'étais pas sûre d'être d'accord. Si on ne force pas un peu, est-ce qu'il se passe quelque chose ?

Paulo Freire dit que l'éducation populaire, ce n'est pas déposer un savoir dans la tête des gens. C'est partir de ce qu'ils vivent, de leurs mots. Sofiane, lui, il nous a donné son mot : « Non ». C'est peut-être un début. Son refus, ce n'est pas juste un caprice. C'est une parole politique. Il dit : « Vous venez avec vos bonnes intentions, mais vous me demandez encore d'être le porte-parole de mon quartier. Ça me gave ».

Je n'ai pas su l'entendre sur le moment. J'étais trop prise dans l'envie que l'atelier réussisse. L'éducation populaire, ça prend du temps. Beaucoup plus de temps qu'un mercredi après-midi. On croit toujours qu'il faut proposer, proposer, proposer. Mais, parfois, accueillir un refus, c'est déjà faire de l'éducation populaire. Parce que ça reconnaît l'autre comme quelqu'un qui pense par lui-même.

Cette situation m'a appris que je n'aime pas l'échec. Je veux que les choses avancent, que les jeunes participent, que mon stage ait du sens. Mais ce n'est pas à moi de décider ce qui est formateur pour eux. Sofiane m'a rappelé que, parfois, la solution c'est d'attendre et que mon rôle n'est pas de sauver les gens. C'est juste être là, proposer, et accepter qu'ils disent non.

La mère qui n'était pas invitée

Quelques jours plus tard, une réunion de préparation pour une fête de quartier. Autour de la table : Karim, une autre animatrice (Claire), deux bénévoles et moi. Nous discutons des stands, du son, de la sécurité. Arrive

une mère, Fatima, qui a un fils dans l'atelier musique. Elle n'est pas prévue. Elle toque, elle entre, elle dit : « Je peux rester ? Je veux savoir ce que vous faites pour les parents ».

Claire répond « bien sûr » mais je perçois une petite tension. Fatima s'assoit. Elle demande pourquoi il n'y a pas de stand pour les mamans. « On cuisine, on peut vendre des gâteaux, l'argent irait pour les activités des jeunes ».

Karim répond que c'est une bonne idée mais que c'est un peu tard pour l'organiser. Fatima insiste. Pas méchamment, mais fermement. À un moment, elle dit : « Vous faites des choses pour nos enfants, mais vous ne nous demandez jamais notre avis. On est là quand même ! ».

Silence. Moi, je regarde mes notes. Les bénévoles se regardent. Claire finit par dire que nous allons essayer de trouver une table pour les gâteaux. Fatima sourit, dit merci, et repart.

J'ai ressenti de l'admiration. Fatima, elle est entrée dans une réunion où personne ne l'attendait, elle a pris la parole, elle a obtenu quelque chose. Je me suis sentie petite à côté. Parce que, moi, je ne serais jamais entrée comme ça. J'aurais attendu qu'on m'invite.

Mais j'ai aussi eu un peu honte. Honte pour l'association. Nous parlons d'éducation populaire, de participation, mais nous avons oublié les parents. Nous avons juste prévu des initiatives pour les jeunes. C'est un peu contradictoire.

Cette fois, j'ai fait quelque chose. Pas grand-chose. Mais après que Fatima soit partie, j'ai dit : « Elle a raison. On n'a pas pensé aux parents ». Karim a haussé les sourcils. Claire a répondu : « oui, c'est vrai ». Et nous avons noté sur le tableau : « trouver une table pour les mamans ».

En éducation populaire, il y a une idée forte : tout le monde a quelque chose à apporter. Fatima, elle a fait exactement ça. Elle a rappelé que les parents ne sont pas simplement des accompagnateurs. Ils sont acteurs, ou ils pourraient l'être si nous leur laissions la place.

Par contre, je me suis demandée : est-ce qu'on a vraiment écouté Fatima ou est-ce qu'on a juste dit « oui » pour qu'elle parte ? Je ne sais pas. La table pour les gâteaux, elle a existé le jour de la fête. Mais est-ce que sa remarque sur le fait qu'on ne demande jamais l'avis des parents a vraiment changé quelque chose pour la suite ? J'ai un doute. L'éducation populaire, c'est aussi ça : parfois on fait semblant d'écouter.

J'ai appris que je peux parler. Ça paraît bête, mais c'est vrai. Jusque-là, en réunion, je restais silencieuse. Je pensais que mon avis comptait moins parce que j'étais stagiaire. Fatima m'a montré que si tu attends qu'on te donne la parole, tu peux attendre longtemps. J'ai aussi découvert que je

suis sensible aux personnes qui osent. Ça me donne envie de leur ressembler. Pas besoin d'être agressif. Juste dire les choses calmement mais clairement.

Le cours sur l'éducation populaire m'avait donné des mots : émancipation, pouvoir d'agir, non-neutralité. Le stage m'a donné des visages. Sofiane et Fatima. Je ne les oublierai pas.

La jeune fille qui ne voulait pas parler de son quartier

Atelier écriture. Nous étions dans une petite salle au fond du local. Quatre filles, entre 13 et 16 ans. L'animatrice, Claire, leur avait proposé d'écrire un texte qui commence par « Mon quartier, c'est... ». L'objectif était de parler des choses belles et des choses moches pour, après, en faire un slam.

Une fille, Inès, a posé son stylo après deux minutes. Elle a dit : « Je veux pas écrire sur mon quartier ». Claire lui a demandé pourquoi. Inès a répondu : « Parce que tout le temps, on nous demande ça. En cours, au centre social, ici. Toujours parler de là où on habite. Comme si on avait rien d'autre à dire ».

Les autres filles ont hoché la tête. L'une a dit : « C'est vrai, ça saoule ». Inès est restée le stylo en l'air, elle regardait par la fenêtre. Il pleuvait dehors. La salle sentait le feutre et le café froid du matin.

Sur le moment, j'ai pensé à Sofiane (la première situation). Même situation. Un refus. Mais différent aussi. Parce que Sofiane était presque agressif. Inès, elle, était plus calme, presque fatiguée. Ça m'a fait de la peine. Pas parce qu'elle refusait, mais parce qu'elle avait l'air épuisée de toujours devoir se justifier sur son quartier.

Je me suis demandée si nous n'étions pas en train de reproduire la même chose que l'école. Demander aux jeunes de raconter leur vie, mais pour quoi faire ? Pour notre beau projet à nous, l'association ?

J'ai pris la parole. J'ai dit : « Elle a raison. On peut écrire sur autre chose ». Claire m'a regardée, un peu surprise. Puis elle a demandé aux filles : « Vous voulez écrire sur quoi ? ». Inès a proposé : « Sur ce qu'on aime, tout simplement. La musique, les potes, la bouffe. Pas besoin de parler du quartier ».

L'atelier a alors changé. Nous avons écrit sur des réalités que nous aimons. C'était plus léger. Inès a écrit un texte sur sa grand-mère et son tatin. C'était drôle et beau. Je l'ai lu à la fin, elle était fière.

En éducation populaire, on dit souvent qu'il faut partir du vécu des gens. Mais mon stage m'apprend que c'est plus compliqué. Parce que le vécu, ça peut être une fatigue. Parler tout le temps de sa galère, de son quartier, des préjugés, à la fin ça use.

Freire parlait du « thème générateur » : une question qui fait sens pour les personnes. Mais si nous imposons le thème, même avec de bonnes intentions, ce n'est plus générateur. Inès nous a forcé à lâcher prise. Ce n'est pas elle qui a refusé de travailler. C'est nous qui avons proposé un mauvais point de départ.

J'ai aussi pensé à ce que j'ai lu sur les « dominés ». Parfois, les gens savent mieux que les éducateurs ce dont ils ont besoin. Inès avait besoin de ne pas parler de son quartier. Pour respirer.

Je pensais que l'éducateur, c'est celui qui prépare et qui guide. Mais, parfois, le guide, c'est l'autre. Inès m'a guidée et m'a amenée ailleurs. Sans elle, nous serions restés sur une proposition qui n'allait pas.

Le bénévole qui parlait trop

Réunion de l'association, un mardi soir. Il y avait Karim, Claire, moi, et deux bénévoles : un homme d'une cinquantaine d'années, Philippe, et une femme plus jeune, Lila. Nous préparions une sortie au cinéma pour les jeunes. Philippe parlait tout le temps. Il avait une idée sur tout : le film, le prix, l'heure du départ, les autorisations.

À un moment, Lila a essayé de dire quelque chose. Philippe l'a coupée. Il a dit : « Oui mais non, moi je pense qu'il faut d'abord... ». Karim n'a pas réagi. Claire non plus. Moi, je regardais Lila baisser les yeux et regarder son téléphone.

Ça a duré une demi-heure. Philippe parlait, les autres écoutaient ou faisaient semblant. À la fin, nous avons entériné exactement ce qu'il voulait. Personne n'a vraiment discuté.

Je me suis sentie mal à l'aise. Pas parce que Philippe était méchant. Il était juste... trop. Il croyait bien faire. Mais il prenait toute la place. J'ai eu de la peine pour Lila. Elle avait une proposition à faire sur un film documentaire que les jeunes auraient aimé. Mais elle n'a jamais pu la défendre.

Je me suis aussi demandée si, parfois, j'avais la même attitude. Est-ce que je coupe la parole sans m'en rendre compte ? Est-ce que je pense que mon avis est plus important ? Je ne sais pas. Mais la scène m'a rendue attentive.

Je n'ai pas interrompu Philippe. Je n'ai pas osé. Mais, après la réunion, je suis allée voir Lila. Je lui ai dit : « J'ai vu que tu voulais parler du documentaire. C'était quoi ? ». Elle m'a expliqué. C'était une bonne idée. Je lui ai suggéré de la proposer à Karim par mail.

Le lendemain, Karim a envoyé un message dans le groupe : « Lila a proposé un documentaire, on en parle la prochaine fois ». Philippe n'a pas répondu. Mais Lila m'a envoyé un petit message : « Merci ».

L'éducation populaire évoque souvent la parole des gens. Mais on oublie que dans les associations elles-mêmes, il y existe des rapports de pouvoir. Philippe était plus âgé, plus à l'aise, probablement plus éduqué. Il a pris la parole, très naturellement. Lila, plus jeune, plus timide, s'est effacée. C'est ce que les sociologues appellent le « capital culturel » ou « habitus ». Certains ont appris à parler fort et à occuper l'espace. D'autres ont appris à se taire. L'association, si elle ne fait pas attention, reproduit ces inégalités au lieu de les combattre.

Je me suis souvenue d'un cours sur la « non-directivité ». Ce n'est pas parce qu'on soutient que « tout le monde peut parler » que tout le monde parle vraiment. Il faut parfois protéger les paroles fragiles.

J'ai aussi découvert que je n'aime pas les injustices silencieuses, celles où personne ne dit rien ; tout le monde voit, mais personne ne bouge. Philippe n'avait pas de mauvaises intentions. Mais le mal était fait. La prochaine fois, j'essaierai de réagir. Pas pour attaquer Philippe, mais pour dire : « On n'a pas entendu Lila ».

Le jeune qui a insulté l'association

Un après-midi, devant le local. Trois jeunes étaient assis sur le mur en face. Je les connaissais un peu pour les avoir rencontrés aux ateliers. L'un d'eux, Samir (17 ans, grand, toujours un sourire en coin), a crié quand il m'a vu : « Eh la street ! Nos Banlieues'Art, c'est de la merde ! Vous faites rien pour nous ! ».

Je suis resté figée. Je ne savais pas quoi dire. Il a continué : « Vous venez, vous faites vos ateliers, vous repartez. Et après ? Rien. Les mecs comme vous, vous êtes là pour votre CV ».

Les autres ont rigolé. Un passant s'est retourné. J'ai senti mes joues chauffer. J'avais envie de répondre, de dire que non, que ce n'était pas vrai, qu'on bossait pour eux. Mais rien n'est sorti. Je suis rentrée dans le local sans dire un mot.

Sur le moment : colère. De la vraie. J'avais envie de lui répondre : « mais t'en sais rien de ce qu'on fait ». Ensuite, après cinq minutes, la colère est partie. Et j'ai eu honte. Honte d'avoir été blessée alors qu'il avait peut-être raison. Est-ce que l'association fait vraiment quelque chose pour eux ? Ou est-ce que nous faisons des activités juste pour nous sentir utiles ?

Je me suis sentie nulle. Stagiaire. Impuissante. Pas capable de répondre à une insulte. Même pas capable de discuter.

Sur le moment : rien. Absolument rien. Je suis partie. Je n'ai même pas dit « bonjour ».

Le lendemain, je suis retournée devant le local. Samir n'était pas là. Mais j'ai croisé son pote. Je lui ai dit : « Hier, Samir a dit que l'association servait à rien. C'est vrai ? Il pense vraiment ça ? ». Le pote a haussé les épaules : « Il dit ça pour rigoler. Mais ouais, des fois il pense que vous êtes des "pro-fiteurs". Vous avez des subventions, nous on a rien ».

Je n'ai pas su quoi répondre. J'ai juste dit « d'accord ». Et je suis rentrée.

En éducation populaire, on parle beaucoup de la « méfiance légitime ». Des gens qui ont été manipulés, à qui on a promis et qui ont été déçus. Pour Samir, l'association, c'est peut-être encore un énième projet porté par des personnes qui ne vivent pas comme lui. Il a raison de se méfier.

Ce que j'ai vécu, c'est ce qu'on appelle parfois le « test » : les jeunes insultent pour voir comment tu réagis. Est-ce que tu te fâches ? Est-ce que tu pars ? Est-ce que tu restes ? Moi, je suis partie. J'ai raté le test.

Mais, en y réfléchissant, je me suis dit que partir, c'était peut-être mieux que de m'énerver. Parce que si j'avais crié, ça aurait confirmé ce qu'il pensait : « Encore un adulte qui nous parle mal ». Alors que là, je suis partie, et le lendemain je suis revenue. Silencieuse. Mais revenue. C'est peut-être ça, la force tranquille.

J'ai découvert que, parfois, ne rien dire, c'est une action. Partir, c'est éviter l'escalade. Revenir le lendemain, c'est montrer que je ne lâche pas. Ce n'est pas héroïque. C'est juste continuer.

La réunion où personne n'est venu

Nous avons organisé une réunion ouverte pour les parents. L'idée était de leur présenter le programme de l'année et de recueillir leurs envies. Nous avons préparé des chaises, du café, des biscuits. Vingt chaises. Il est 18 h, l'heure de début. Personne. 18h15. Personne. 18h30. Une mère arrive, excuse son fils qui a oublié de l'informer, repart avec un biscuit. C'est tout.

Karim nous dit : « On range ». Claire a soupiré. Moi, je regardais les chaises vides. Le café refroidissait. Les biscuits, nous les avons mangés en silence.

Déception. Beaucoup de déception. Nous avons bossé pour préparer cette réunion. Et, là, rien. Je me suis sentie ridicule. Toutes ces chaises pour personne. J'ai pensé : « À quoi ça sert de se donner tant de mal ? ».

Mais, en même temps, je n'étais pas surprise. Les parents, ils bossent, ils sont fatigués, ils ont d'autres choses à faire qu'écouter une association parler. J'aurais peut-être agi de la même façon à leur place.

J'ai proposé : « Et si nous allions les chercher ? Pas tous. Mais les parents que nous connaissons un peu. Nous allons les voir chez eux. Ou nous leur

parlons quand ils viennent récupérer les enfants ». Karim a dit que c'était beaucoup de travail. Claire a dit que c'était une bonne idée mais qu'il fallait du temps. Nous n'avons rien fait de plus. La réunion n'a jamais eu lieu. Nous avons laissé tomber.

L'éducation populaire, ce n'est pas simplement faire des propositions. C'est aller vers les gens. Pas attendre qu'ils viennent. Parce qu'ils ne viendront pas nécessairement. Pourquoi viendraient-ils ? Qu'est-ce que nous leur donnons en échange de leur temps ?

Je me suis souvenue d'un texte sur « l'aller-vers ». Cela demande de sortir de son local, de son confort, de ses horaires. Aller dans les halls d'immeuble, dans les cages d'escalier. Prendre le temps de discuter. Nous ne l'avons pas fait. Nous sommes restés avec nos chaises vides.

Nous avons voulu faire une réunion « officielle » alors qu'il fallait d'abord prendre du temps pour des discussions informelles.

J'ai appris que la participation, ça ne se décrète pas. Il ne suffit pas de dire : « Nous prévoyons une réunion, venez ! ». Il faut gagner la confiance. Ça prend des mois, parfois des années. Nous, nous n'avions que deux mois de stage. C'était trop court.

La fierté d'une fille qui a réussi son montage vidéo

Dernier jour de l'atelier vidéo. Trois jeunes avaient bossé sur un court-métrage de deux minutes. C'était l'histoire d'un garçon qui veut devenir danseur ; mais son père n'est pas d'accord. Ils ont tout fait : écrire, filmer, monter. Avec mon aide. Un peu. Mais surtout eux.

Nous avons projeté le film sur l'écran du local. Il y avait Karim, Claire, moi, et les trois jeunes. À la fin, la fille qui avait lancé l'idée, Malika (14 ans), avait les yeux brillants. Pas de larmes, mais presque. Elle a dit : « C'est moi qui ai fait le montage ». Personne n'a rien dit. Puis elle a souri. Un grand sourire.

De la fierté. Pour elle. Et un peu pour moi, aussi, même si je n'ai pas tout fait. Je me suis sentie utile. Pour la première fois depuis le début du stage. Pas parce que j'avais sauvé quelqu'un, mais parce que j'avais été là, au bon moment, pour expliquer comment couper une scène ou ajouter une musique.

Je me suis souvenue des autres situations : Sofiane, Inès, Samir, les chaises vides. Et là, pour une fois, quelque chose avait marché. C'était petit. Mais ça faisait du bien.

J'ai dit à Malika : « Tu peux être fière. C'est vraiment bien ». Elle a hoché la tête. Je n'en ai pas fait des tonnes. Juste ça. Et j'ai demandé si nous pouvions garder une copie du film pour l'association. Elle a répondu oui.

Le soir, en rentrant, j'étais contente. Je me suis dit : « Voilà ! C'est pour ça que je fais ce stage. Pour des moments comme celui-là ».

L'éducation populaire, ce n'est pas que des refus et des échecs. C'est aussi des petites victoires. Malika n'avait jamais touché un logiciel de montage. Elle a appris. Elle a fait quelque chose qu'elle ne savait pas faire avant. C'est ça l'émancipation. Pas grand-chose. Simplement un peu plus de pouvoir sur sa vie, sur ses outils.

Freire dirait que c'est un « acte de connaissance ». Elle a transformé le monde en le filmant. Elle a pris la caméra, elle a raconté son histoire. C'est politique. Parce que d'habitude, ce sont les adultes, les professionnels qui réalisent les films. Pas les filles de 14 ans d'un quartier populaire.

Cette situation m'a rappelé pourquoi je voulais faire ce stage. Pour voir des Malika. Pas uniquement des problèmes. Mais des gens qui grandissent un peu.

« Écrire » Saint-Denis. Chroniques d'un habitant-chercheur

Pascal NICOLAS-Le STRAT

J'habite Saint-Denis depuis septembre 2015. J'y ai loué un appartement au moment où j'ai été nommé à l'Université Paris 8. J'ai résidé plusieurs années rue Gabriel Péri, en face de la cité du même nom, un peu au-delà de la place du 8 mai 45 ; actuellement, je suis domicilié du côté de la Porte de Paris, à proximité du parc de la Légion d'honneur. En tant que chercheur-habitant, j'éprouve aujourd'hui l'envie d'« écrire » cette ville et de partager quelques aperçus de ma/mon Saint-Denis. Cette écriture prend la forme de courtes chroniques, des chroniques qui « racontent », bien sûr, mais qui « problématisent » tout autant. Je suis attaché à ce double mouvement de la recherche : restituer des expériences et, conjointement, tenter de formuler et élaborer théoriquement les « problèmes » qu'elles nous adressent (les questions, les enjeux...). Je pense poursuivre ce travail sur les deux ou trois ans qui viennent, sans échéances, en fonction des occasions qui se présentent et de l'envie d'écrire qui m'anime. J'ai un goût pour la forme récit mais, tout autant, pour des écritures théoriques et conceptuelles. Cet article prend donc, d'abord, le chemin du récit et propose trois « chroniques » de mon expérience dionysienne. Dans un deuxième temps, pour les lectrices et lecteurs qui ne sont pas trop rebutés par le jargon des sciences sociales, j'explicite les raisons qui m'incitent à privilégier, pour ce chantier, une écriture en mode « mineur ». Je crois intéressant, dans une ville particulièrement vive, réactive et remuante, d'engager une écriture à voix basse, de faible intensité. Décalons-nous, rejoignons un lieu plus tranquille, et écoutons cette ville...

En ballade à Saint-Denis. Transiter entre les mondes. Varier son appartenance

Une très jeune adolescente ; elle vit quartier des Francs-Moisins à Saint-Denis. Nous sommes dans les années 1990-2000. En fin d'après-midi, elle quitte l'appartement familial pour rejoindre un autre lieu de vie, qui n'est pas le sien mais qu'elle fait sien, le temps d'une soirée, pour s'occuper de l'enfant ou des enfants de la famille qui y habite. Alors que nous déambulons dans Saint-Denis et sans que je l'aie anticipé, Karima évoque son expérience de babysitting. Il s'agit d'un de ces petits miracles (de recherche) qu'offre parfois une simple conversation. En cheminant avec Karima, à son écoute, je comprends que cette expérience de garde d'enfant en soirée est intimement associée à une cartographie de la ville. Karima me signale les rues où la conduisait son activité. Elle me parle des « maisons de ville » où elle se rendait le temps d'une soirée, et leur prix très élevé. Nous nous arrêtons au débouché de l'impasse Chanut ; elle évoque des familles

qu'elle a connues ; avec plusieurs, elle a noué une relation d'amitié. Des enseignants, une documentaliste en collège, des musiciens, un opérateur en effets spéciaux pour des films, une professionnelle de la publicité et de la mode. Karima me raconte. J'ai évolué en parallèle dans deux milieux. J'avais du boulot quasiment tous les soirs. Les intellos n'ont pas de télé, alors que chez nous la télé c'était sacré. J'aurais dû grandir avec beaucoup de télé mais, en fait non, pas uniquement. Dans ces maisons, il y avait des bibliothèques ; je me suis retrouvée au milieu des livres. Sans télé, je m'ennuyais, alors je faisais mes devoirs... et je lisais... Je trouvais aussi des magazines, comme le magazine *Elle*. J'ai commencé à m'y intéresser. J'y découvrais certains discours féministes. Mais il y avait surtout les photos de mode. Des photos de Jane Birkin, et compagnie. Des photos de Jackie Kennedy. Il y avait des pages où était présenté le look idéal, le foulard Hermès, les chaussures machin. Et le parfum Chanel. Dès 13 ou 14 ans, je connaissais tout cela. Le magazine *Elle* m'a ouvert sur ce monde des femmes rédactrices de mode, ces femmes qui dirigent et qui écrivent, un monde de *working girl*. Cette expérience n'était pas du tout partagée par les collégiennes et lycéennes de mon âge. Il y a des trucs qui marquent et qui définissent aussi un peu notre personnalité adulte. Cet autre monde est devenu le mien. Encore aujourd'hui, je vis avec mes deux mondes, et d'autres. J'ai commencé à garder des enfants dès l'âge de 13-14 ans, d'abord pour mon institutrice. Et de bouche-à-oreille, je me suis fait mon réseau. J'avais créé un cercle de confiance. Quand il fallait garder un enfant, c'était Karima. On me faisait confiance. C'est comme ça que je me suis mise à vivre dans ces milieux un peu huppés. Très tôt, dès l'adolescence, je me suis donc constitué un capital social comme dirait Bourdieu. Mais je n'en avais bien sûr pas conscience. C'est bien après que je m'en suis rendu compte. C'est vraiment par le babysitting que j'ai accédé à ces milieux intellectuels. Parmi ces familles, il avait plusieurs enseignants. Cela a peut-être joué dans le fait que je sois devenue prof. Je le conscientise maintenant, en t'en parlant ; je ne sais pas. J'étais autonome très tôt. Dès le primaire, je me faisais déjà un peu d'argent en accompagnant à l'école des enfants plus jeunes. Cette expérience précoce de travail était quand même un peu inhabituelle, sauf peut-être pour les enfants de commerçants qui, de bonne heure, donnaient un coup de main à leurs parents. Mais, pour moi, il n'y avait rien de très étonnant. Les femmes de ma famille travaillaient beaucoup et très tôt. Il y a là, sans doute, quelque chose qui se transmet. Au cours de cette longue dérive dans Saint-Denis, autant dérive géographique que dérive biographique, Karima a chroniqué pour mon oreille de sociologue, avec beaucoup d'humour, ses années de babysitting, années de travail, années de familiarisation avec un autre milieu social, années de mobilité au sein de la ville de Saint-Denis. Je me suis demandé si son expérience pouvait être qualifiée de trans-classe. La problématique est beaucoup discutée en sciences sociales depuis quelques années. J'ai sollicité Karima sur ce point ; spontanément, elle ne définit pas sa trajectoire en ces termes. Avec le recul, je pense que ce qualificatif de « trans-classe » ne convient pas à ce qu'elle a vécu et à ce qu'elle vit. Ce dont elle m'a parlé ne me semble pas de l'ordre d'une « transition », d'un

passage d'un monde à un autre, mais relève plutôt d'une forme d'allers-retours, d'oscillations, d'allées et venues entre des environnements de vie différents. Je parlerais de variation, de modulation. Karima n'a pas quitté son milieu pour en rejoindre un autre. Son babysitting a plutôt éduqué, très tôt, une capacité à transiter entre mondes, à prendre ses marques dans un milieu et tout autant dans un autre. Au lieu de parler de transition de classe, j'évoquerai plutôt une porosité entre-classes. Je soulignerai une plasticité de vie qui lui permet de s'acclimater à des univers différents assez facilement, en tout cas bien plus que des personnes exclusivement socialisées au sein d'un même monde. Je me méfie des mots trop chargés conceptuellement qui assomment ou étouffent les réalités plus qu'ils ne les éclairent. Je ne voudrais pas enfermer son expérience dans une catégorisation étroite. Les qualificatifs de porosité et de plasticité pourraient dépendre avec justesse, il me semble, cette éducation au déplacement et au passage, à l'adaptation et à l'accommodation, à vivre entre et à faire avec, apportée par cette expérience de travail précoce qui fut autant découverte de l'hétérogénéité d'une ville que de l'altérité des milieux de vie. Lors de cette ballade dionysienne, Karima a élargi (et complexifié) ma compréhension des appartenances et des mobilités sociales. Si je me risque à conclure avec des mots de sociologue, j'écrirais que son expérience de vie relève plus d'une *transversalité entre classes* que d'une *transition de classe* (au sens des transclasses ou des transfuges de classe), comme le problématisent habituellement les sciences sociales. [Karima a lu ce texte. Nous avons poursuivi notre discussion. Le fait qu'elle ait grandi entre/avec plusieurs habitus sociaux, elle le rattache aussi à la trajectoire de sa famille, en particulier au travail de son père. Elle souligne qu'elle était la dernière de la fratrie, née un peu « sur le tard », et que cela a joué dans la façon dont elle a construit/trouvé sa place. Cette chronique appelle donc une suite...].

Au 110, Cité Péri. Cultiver un lieu. Faire recherche au jardin

Faire recherche, c'est avant tout tenter. Comme l'écrit Louis Staritzky¹, une tentative a toutes les chances de ne pas aboutir. Mais elle possède néanmoins, toujours, une grande valeur, en raison des désirs qu'elle suscite, des possibles qu'elle fait naître, des savoirs qu'elle éveille et, tout particulièrement, des rencontres qu'elle permet. C'est ce que j'ai vécu au Centre social coopératif « Le 110 », Cité Péri. J'ai tenté une recherche mais la vie en a décidé autrement, et cette recherche n'a pas pu se poursuivre. Elle m'est pourtant restée très chère. Dans la nuit du samedi 12 avril 2025, le bâtiment du 110 a été incendié et, depuis, il est interdit d'accès. Au cours des années, je me suis régulièrement rendu au 110, souvent avec nos étudiant-es et en complicité avec Martine Bodineau, coopératrice et habitante-chercheuse dionysienne. Le lieu s'est solidement installé dans mon paysage de vie à Saint-Denis. Je ne compte plus le nombre de fois où

1 Louis Staritzky, *Pour une sociologie des tentatives (Faire monde depuis nos vies quotidiennes)*, Éditions du commun, 2024.

avec Sabine, Fariza et Martine nous avons parlé de la vie du 110, attablés en terrasse à La Table ronde, un des bars que nous fréquentons, face à La Basilique. Faire recherche au 110, cela se mérite. Il faut apprivoiser le lieu et il faut que le lieu t'adopte. Le 110 ne s'en laisse pas conter. Tu rejoins une réunion. Tu es invité à te présenter ; tu dis que tu es enseignant à Paris 8 et, à l'autre bout de la salle, fuse sur un ton gentiment amusé : « mais Paris 8 c'est quoi ? C'est où ? ». Tes titres et ton statut ne parleront pas à ta place. Au 110, tu parles en personne. Le lieu est très accueillant. Toute personne qui franchit la porte est saluée avec égard ; elle est accueillie. Et il serait étonnant qu'elle reparte sans avoir été invitée à s'asseoir et à partager un verre de thé ou un gâteau. C'est ainsi que j'ai découvert le 110, et que le 110 s'est (un peu) ouvert à moi, attablé dans la grande salle qui jouxte l'accueil, un verre de thé rapidement posé devant moi et fermement invité à me servir dans l'assiette bien garnie qui me fait face. Lors d'une recherche-action à Dunkerque, l'un des habitants avait déclaré avec force : « un banc, c'est politique » car, effectivement, les bancs d'un quartier invitent à se réunir. Certains assis, d'autres debout, les conversations s'enthousiasment. Au 110, « la table fait lieu, fait quartier ». La table est affairée, les chaises turbulentes. Moufida passe, s'arrête quelques minutes et repart déjà. Fatiha pose une question depuis la cuisine. Karim, imperturbable, prépare sa tartine, son café déjà servi. Sabine vient se poser quelques instants. Et, aussi étonnant que cela paraisse, dans cette ambiance agitée, Fariza travaille un dossier sur son ordinateur portable. De temps en temps, elle prend part à la discussion. Elle ne perd jamais le fil du 110. Dans ce lieu, « ça » parle, et ça parle beaucoup. Ça discute du prochain événement à préparer. Qui fait quoi ? Ça s'agace pour un objet mal rangé. Ça interpelle celle qui vient d'arriver en moquant son retard. Ça monte en voix. La discussion est vive. Et, puis, tout d'un coup, pour une raison que je ne décède pas, tout le monde se recentre et porte attention à ce qui se discute. La conversation s'approfondit. Une question fédère : un événement dans le quartier, la relation avec la mairie, un soutien à apporter à quelqu'un, un projet de sortie, un atelier à envisager... Lors de mes enseignements à Paris 8, je partage régulièrement une inquiétude à mes étudiant-es, le fait que les conditions de la « conversation » se dégradent dans notre société. Les personnes manquent de temps. Les espaces pour se retrouver se font rares. Les voisins se croisent mais de loin. Un banc, c'est politique. Une tablée, c'est démocratique. Le 110 est un lieu de haute qualité conversationnelle ; les coopératrices et coopérateurs ont éduqué au fil des enjeux et des épreuves leur « agir communicationnel »², pour le dire dans les termes d'une philosophie. J'écrirais plutôt, bien sûr, leur « agir conversationnel ». La veille de l'incendie, toute la journée du vendredi, nous avions partagé un temps de séminaire où la portée éducative et formative du lieu avait été maintes fois soulignée. Je conserve précieusement la remarque de Fatiha : « le 110 m'a fait grandir ». J'ai participé régulièrement à des séminaires et des rencontres car, au 110, « ça » échange effectivement beaucoup, ça réfléchit,

2 Je reprends la proposition du philosophe allemand, Jürgen Habermas, récemment décédé.

ça élabore, ça imagine. Ça fait recherche. Une recherche à portée de voix, au beau milieu de ce qui se vit, en prise directe avec les questions qui se posent. C'est à l'occasion d'une de ces rencontres que Moufida m'a interpellé en me disant : « Pascal, tu viens faire recherche au jardin ». Parfois, des personnes m'interrogent pour savoir comment une recherche-action démarre. Aujourd'hui je sais, enfin !, quoi répondre. Elle démarre quand Moufida me « convoque » !, et qu'elle le fait avec son énergie mobilisatrice. Cette recherche s'engage alors sans hypothèses (pas le temps d'en formuler), sans programme (incompatible avec la vie indisciplinée du 110) mais avec du désir, beaucoup de désir. Et c'est ainsi qu'à la fin de l'hiver 2025, tous les mercredis matin, je me rends au 110. À l'arrière du bâtiment, il y a un terrain qui a toutes les qualités pour devenir un jardin mais qui ne l'est pas (encore) vraiment. Il a été cultivé, il l'est moins aujourd'hui. Les « clopeuses » du 110 se retrouvent sur la terrasse qui surplombe ce bout de terrain. Un four à pain y a été construit il y a quelques années, et plusieurs personnes me racontent les soirées pizza qui ont été organisées. Comment fait-on recherche dans un jardin ? Simplement, en jardinant. La recherche-action, c'est avant tout du bon sens. Avant le premier rendez-vous de l'équipe jardin, je me suis arrêté, en rentrant du Campus Condorcet où j'ai mon bureau de recherche, chez Leroy Merlin situé face au Stade de France, et j'ai acquis des gants et un sécateur. Le chercheur s'équipe. Mais avant de passer les gants, sans surprise, nous nous installons dans la grande salle du 110 pour un petit-déjeuner tardif. C'est l'occasion d'organiser le travail. Jérôme, Président du 110, va installer le système d'arrosage récemment acheté. Karim annonce qu'il passera la tondeuse. Avec lui, le jardin est toujours tondu de frais. Personnellement, j'ai plutôt envie de voir les herbes pousser. Il n'en est pas question ; le jardin doit être propre. Même la proposition de mettre en tas les branchages et les déchets de tonte pour les composter ne convainc pas. Un jardin, ce doit être propre. Mes illusions d'intello-écolo n'y résistent pas. La binette à la main, je me dis que ce pourrait être une de mes préoccupations pour cette recherche-action champêtre. Comment des attentes et aspirations différentes, marquées par nos habitus de classe, fortement liées à nos expériences sociales, se négocient au beau milieu d'un lieu comme le 110, y compris les enjeux esthétiques ? Ce sont des questions sensibles. Le jardin est au pied des immeubles de la Cité Péri. Nous jardinons sous l'œil des balcons et des passantes. Quelle image renvoie le jardin ? Ma conception un peu « art brut » du jardinage, très « herbes folles », n'est visiblement pas la plus appropriée. Ce n'est pas au 110 que je vais bêcher et biner « à la punk »³. Je le formule avec le sourire mais la question est vraiment délicate, et peut s'avérer blessante, car c'est bien dans ces « détails » de la vie que se nichent des dispositions existentielles profondes et que s'éprouve la « bonne morale » de ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. Avec Moufida, nous nous mettons au nettoyage. Beaucoup de détritus se sont accumulés dans ce terrain laissé en friche. Un grand sac poubelle à la main, je ramasse, je ramasse et je ramasse encore. Le sac se remplit. Le jar-

3 Éric Lenoir, *Le grand traité du jardin punk*, Terre Vivante, 2021.

dinier jardine, le chercheur cherche. Comment créer les conditions (une scène d'égalité) qui permettraient de discuter à plusieurs, ensemble, au sein du lieu, ces multiples enjeux, en particulier « esthétiques », qui affectent nos conceptions de la vie ? De pouvoir le faire en quiétude, sans effet d'intimidation ou de disqualification, entre personnes réunies par le même amour d'un lieu mais dont les aspirations peuvent diverger ? Le jardin a pris meilleure figure. Après le nettoyage, le jardinage. J'ai acheté chez Truffaut, côté Stade de France, quelques semis de fleurs. Je commence à préparer un bout de terrain, le long du grillage, en bordure du parking. Je retourne la terre, et je ne cesse de retirer des bouts de plastique. J'en parle à Moufida. Comme le jardin n'était plus entretenu, les gens ont jeté pas mal de détritrus par-dessus la grille. Elle me détrompe. Les plastiques viennent du marché qui se tient place du 8 mai. Le vent les emporte et ils s'accumulent ici. Cette terre est une terre urbaine. Elle porte trace de ce qu'est la ville et de ce qu'elle a été. Je tiens cette terre entre les mains. Au toucher, je sens les micro-fragments de plastique. C'est une terre blessée. Mais, pourtant, cette écologie abîmée est parfaitement capable de « faire jardin ». Des arbustes s'y développeront, des bulbes y fleuriront. Elle ouvre un possible. Un possible précieux, surtout dans une ville aussi minérale que Saint-Denis. Je reprends mon travail, le jardinier assez perplexe, le chercheur plutôt en doute. Moufida m'abandonne à mes réflexions ; elle part accueillir un groupe de femmes du Secours catholique qui viennent passer la matinée avec nous. Le jardin fait lieu. Le jardin accueille.

Voisiner à La Plaine Saint-Denis. Un territoire de travail. Nos causes communes

À l'automne 2019, j'ai aménagé avec mon réseau de recherche « Territoires en expérience(s) » dans le bureau que l'Université Paris 8 m'avait alloué au Campus Condorcet, campus qui ouvrait ses portes à La Plaine Saint-Denis. Le site était resté longtemps en friche. Je me souviens, alors que je venais d'être nommé à l'Université Paris 8 (en 2015), qu'Alain Bertho, alors Directeur de la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord (MSH), m'avait invité, avec ma complice de recherche Martine Bodineau, à me rendre au dernier étage du bâtiment, dans la salle panoramique, qui offrait une vue dégagée sur l'ensemble de la Plaine. Alain, fin connaisseur du territoire, nous en avait présenté la géographie et l'histoire. Au pied de la MSH s'étendait un long terrain laissant voir quelques traces de bâtiments détruits et restant vide de toute construction. Quelques années plus tard, je m'étonnai auprès de lui que cet espace reste en attente, et je lui partageai mon doute qu'il finisse par s'y bâtir quelque chose. Il me détrompa ; la construction du Campus Condorcet était bien programmée. Je pris l'habitude, au cours de ces années, de me rendre à La Plaine, parfois pour un séminaire à la MSH, souvent aussi pour le plaisir d'arpenter ce territoire en mutation rapide.

Ce devait être en 2018, Louis Staritzky m'avait embarqué dans une dérive dont il a le goût qui, chemin faisant, nous avait conduit à La Plaine, rue des Fillettes. Et nous avons eu la surprise de découvrir que les bâtiments du futur Campus étaient sortis de terre. Nous avons rejoint le 4^e étage de la MSH pour profiter de son point de vue. Nous avons alors pris la mesure de l'envergure de ces constructions. Le terrain en friche n'était plus qu'un souvenir, la vue imprenable depuis les hauteurs de la MSH n'était plus aussi dégagée. Revenus en bord de chantier, nous avons examiné avec étonnement le grand panneau explicatif installé à l'emplacement de ce qui sera plus tard le Centre des colloques de Condorcet, donc place du Front populaire. Nous avons pris le temps de détailler la cartographie de ce campus et, sans avoir besoin de nous concerter, l'un et l'autre nous avons partagé le même désir. Ce campus ouvre, c'est une expérience exceptionnelle dans la vie d'un chercheur ; nous voulons en être. J'ai commencé à m'informer à Paris 8 sur les opportunités qu'il y aurait pour travailler à Condorcet. J'ai patienté longtemps, jusqu'au jour où la direction de la recherche a lancé un « appel à locaux » pour installer dans ce nouveau campus, dont Paris 8 est établissement fondateur, des projets de recherche. J'ai candidaté et j'ai obtenu une salle « 4 postes de travail » située au 2^e étage du Bâtiment recherche Nord, la salle 2.153. Lorsque j'y aménage fin 2019, le campus est vide ; je ne croise personne à notre étage. Je m'interroge beaucoup sur ce que je fous là. Je prends conscience, peu à peu, qu'être là signifie naturellement, logiquement, avoir des voisin-es ; et je décide donc d'aller les rencontrer. J'engage alors une investigation des quartiers environnant le campus sous une forme que je désignerai plus tard comme un « Faire recherche en voisinant »⁴. Je garde un souvenir ému du dernier îlot industriel et ouvrier, situé rue des Fillettes, faisant face à l'Espace associatif et culturel du Campus Condorcet (bâtiment en bois), de l'autre côté de la rue. J'ai visité les trois entreprises qui y étaient, à l'époque, toujours en activité. Au fil des années, du balcon de mon 2^e étage, mois après mois, j'ai suivi la destruction de ces bâtiments et l'effacement de ces dernières traces de La Plaine industrielle. En ce mois de mars 2026, seule une entreprise est encore en activité et ses bâtiments debouts, celle dont l'entrée principale se situe rue de la Monjoie. Lors de mes visites à ces entreprises, j'avais été impressionné par ces bâtis industriels de facture très modeste qui conservaient, fortement inscrite dans leur sol et leurs murs, l'empreinte physique des différentes productions manufacturières qui s'y étaient succédées. Chaque bâtiment constituait une sorte d'archive concrète, matérielle, de l'histoire ouvrière et productive des lieux. Dans le hangar de l'entreprise de récupération de métaux, existait encore, en hauteur, la structure en acier (un pont roulant) de la fonderie qui avait occupé le site trente ans en arrière. Quand je me suis rendu dans l'entreprise de peinture, au coin de la rue des Fillettes et de l'avenue Amilcar Cabral, et que j'ai franchi la porte du bureau, je me

4 J'ai chroniqué ces visites aux voisins et voisines et je les ai proposées à la lecture sur un blog dédié : <https://www.fabriquesdesociologie.net/LaPlaine/>. J'ai réuni ces textes dans un ouvrage *Faire recherche en voisinant*, publié par mon ami Yves Koskas chez ours éditions : <https://www.ours-editions.fr/livres/faire-recherche-en-voisinant/>.

suis trouvé plongé dans une ambiance des années 60. Le mobilier avait traversé le temps ; le patron m'a informé que son père avait créé l'entreprise dans ces années-là. Les ordinateurs cohabitaient avec ce mobilier désuet. Ne disposant pas des connaissances techniques, je n'ai pas pu déchiffrer ce que ces bâtiments industriels laissaient voir et auraient pu me dire. Un architecte aurait réussi à le faire. Cet îlot survivant de la Plaine ouvrière et industrielle témoignait pour l'ensemble du quartier. Il me parlait, plus généralement, de ce qu'avait été La Plaine avant la désindustrialisation qui a commencé à frapper ce territoire dans les années 1980. Je me suis alors mis à imaginer les fabriques et ateliers, certainement très similaires, qui avaient développé leur production à l'emplacement actuel du Campus. Par un effet de miroir, l'autre côté de la rue m'aidait à comprendre ce que l'avant Campus avait pu être. Ici, là où je travaille aujourd'hui, il y a quelques petites décennies, des ouvriers et ouvrières étaient au travail, certainement pour des tâches éprouvantes, y avaient lutté, avaient combattu pour leurs droits et leur émancipation. Cet îlot de la rue des Fillettes assurait, de manière très concrète, la transmission mémorielle entre un monde du travail industriel et le monde du travail intellectuel auquel j'appartiens. Qu'est-ce qui fait lien ? Qu'est-ce qui se partage entre ces deux mondes ? Peut-être, justement, et fondamentalement, nos « causes communes du travail » (la défense des droits, le désir d'une activité émancipée, un mieux être au travail, une protection de santé, des solidarités vivantes...). Les conditions de l'activité sont profondément différentes. Et pourtant, une question persiste, insiste au-delà et par-delà les mutations du capitalisme. Nous sommes et restons des travailleuses et des travailleurs, même si, bien à tort, les chercheuses et chercheurs résidant au Campus Condorcet ne se présentent pas, spontanément, en ces termes. Et pourtant, la précarité est massive dans l'enseignement supérieur et la recherche. Et pourtant, la pénibilité du travail, même si elle n'est pas de même nature, ne se relâche pas, comme l'illustre l'épidémie de cancers précoces, d'accidents cardiaques ou de burn out que connaît l'université. Loin de moi l'idée d'assimiler ces deux mondes. Entre la brutalité de l'exploitation ouvrière et la charge mentale excessive de nos métiers intellectuels, je ne tire évidemment aucune équivalence. Mais il m'importe de rappeler – et c'est curieux de devoir le faire – que le Campus Condorcet est avant tout et principalement un lieu de travail. Ce que les chercheuses et chercheurs, en raison des idéaux de recherche qui les mobilisent et de leur engagement de métier, oublient de rappeler et, surtout, de questionner. Dans la riche et longue histoire du travail qu'a connu La Plaine, un site comme le Campus Condorcet peut en marquer une étape, ouvrir un nouveau cycle et signer, de la sorte, une forme de continuité.

Écrire Saint-Denis en « notes de bas de page ». Quand l'écriture de la recherche se fait mineure

Et si la ville était un texte, un texte qui s'écrit au fil des jours, un texte tracé par mille écritures. Le fait qu'elles soient nombreuses ne nous exonère

pas de l'exigence de les recevoir chacune pour la touche singulière qu'elle apporte. Certaines élèvent le ton, d'autres s'expriment plus discrètement. D'autres, encore, et parfois les plus nombreuses, imposent leurs mots et silencient les paroles qui tentent d'exister indépendamment d'elles, souvent celles de communautés minoritaires ou de quartiers périphérisés.

Si ce texte existait alors il pourrait peut-être « être comparé à une immense phrase, à des mots, à une syntaxe que chacun lirait sans y prendre garde ou qu'il refuserait, ou qu'il déchiffrerait avec difficulté, poursuivrait, reprendrait, auxquels, parfois, il répondrait aussi »⁵. Mais la « phrase » est une construction trop classique. Si la ville s'écrit, elle le fait libre et indocile ; elle module, elle varie. Un mot, un simple mot graffé sur un mur, rageur, joyeux. Les nouvelles du quartier feuilletonnées entre voisins au jour le jour. Un tract glissé sous les essuie-glaces le long des rues. Un affichage mural réprimé, les murs parlent trop. Un journal municipal au sol, au pied des boîtes aux lettres, publicité parmi d'autres. Des mots experts innombrables, qui frappent méchamment.

Si Saint-Denis était un texte, il écrirait la résistance des vies populaires. Il soulignerait les solidarités, mentionnerait les événements éprouvants, l'expression toujours pudique, l'humour en éveil pour dire l'essentiel sans s'épancher. Une punchline arriverait très vite pour régler leur sort aux mots-marketing et aux formules creuses, et renvoyer les discours bien-pensants à leur ridicule. Ce texte écrirait une ville qui ne s'en laisse pas conter. Une écriture joyeuse et attentionnée. Des mots toujours mordants. Si cette ville devenait écrivain-e, son texte serait bigarré, multiple, hétérogène. Il naviguerait entre les langues, et les pluraliserait. Un texte-monde.

Une ville s'écrit sans relâche. Ses écritures sont militantes, institutionnelles, artistiques, ordinaires, associatives, communautaires... Elles sont volantes et bavardes, balbutiantes ou décidées. La ville se lit. La ville se feuillette. Tout fait écrit, tout fait page. Mais aucune publication ne les assemble. Où s'écrit la ville ? La question est une illusion. De partout, et nulle part précisément. Certaines écritures deviennent spectacles et parlent d'une ville que personne n'arpente, que personne n'habite. La communication institutionnelle excelle dans l'exercice. D'autres se griffonnent au rez-de-chaussée des rues et des quartiers. Elles écrivent la vie, mais se font difficilement entendre. Leurs mots ne sont jamais les bons. Leurs lexiques jamais adaptés. Elles écrivent si bien la ville que les autorités, inquiètes, les disqualifient violemment, les invisibilisent.

Que peut l'écriture de la recherche ? Elle peut rejoindre complaisamment la scène des écritures expertes, ces écritures qui prétendent dire un « vrai » et le formuler, évidemment, bien mieux que ce que l'intelligence des vies ordinaires en dit et en écrit. Elle écrit alors son texte, elle inscrit

5 Régis Labourdette, « L'aventure de "La ville en mots" », novembre 2014, en ligne : <https://www.promenades-urbaines.com/promenades-en-mots-en-images/reflexions-partagees-promenades-litterature-et-cinema/la-ville-en-mots/>.

surtout son pouvoir. Elle est puissante ; ses mots en imposent. Elle est négligeable ; ses énoncés importants peu. Elle écrit une ville que personne ne lit.

La recherche en sciences sociales peut pourtant « faire autrement » ; elle peut faire valoir sa spécificité en restant à l'écoute de la multiplicité des autres paroles. Elle peut écrire sa part sans empêcher que d'autres prennent aussi pleinement part. Elle est une, avec une spécificité qui s'avère précieuse, une parmi d'autres. Son écriture est spécialisée sans que, pour autant, elle ne signe le pouvoir d'un spécialiste. Une parmi d'autres. Une au beau milieu des autres. Une écriture qui importe. Une écriture qui apporte. Une écriture riche des enquêtes conduites, des investigations engagées. Une écriture qui habite la ville elle aussi, mais qui le fait à sa manière, à nulle autre pareille, reconnue pour ce qu'elle est, pleinement, mais sans plus de considération ou de légitimité que bien d'autres.

La recherche écrit la ville elle aussi, et elle aussi de mille manières. Ici, j'en tente une. Je ne suis pas un sociologue de l'urbain. Je n'ai pas étudié une connaissance théorique des métropoles. J'habite Saint-Denis depuis 2015. J'ai appris à aimer cette ville ; elle m'importe. Je la pratique et je l'éprouve avant tout en tant qu'habitant. Mais l'habitant que je suis ne cesse pas d'être chercheur. Je tente donc d'écrire cette ville en tant qu'habitant-chercheur.

Mon écriture reste celle d'un chercheur avec le désir insistant d'explicitement et de caractériser ce que je vois et entends, ce que j'observe et rencontre. Ce mouvement d'explicitation / caractérisation est décisif dans mon vécu et dans ma conception d'une science sociale. Je parle d'explicitation là où d'autres chercheuses et chercheurs évoqueraient sans doute l'enquête, l'investigation et l'observation. Je m'attache à caractériser, un effort que d'autres nommeraient analyse, problématisation et conceptualisation. J'aime déplier les réalités, à savoir découvrir (au sens propre) ce qu'elles inscrivent profondément en elles, ce qu'elles ont sédimenté, capitalisé, intériorisé. Je me plais aussi à les déployer et, ainsi, accéder aux possibles qu'elles réservent, aux tendances qui les travaillent, à l'advenir qui émerge en elles. Et je tente alors d'identifier et de qualifier ce que ce travail d'explicitation a rendu apparent. Je tente de le caractériser.

Les écritures de (la) recherche sont plurielles. Et c'est heureux. J'en investis une, ici, que je qualifie de mineure. Je le fais au sens que Deleuze et Guattari accordent à ce terme, à savoir une « clause » de minorité qui ne relève ni d'un manque (de maturité) ni d'un déficit (d'envergure, de valeur, de grandeur), mais qui traduit la capacité à se délester (de normes trop pesantes), à se faufiler (entre les attendus) et à se libérer des injonctions (oppressives). Derrière ce choix d'une écriture mineure, il y a aussi le goût pour une écriture de basse intensité, s'exerçant à bas bruit. Une écriture de format court qui signale plus qu'elle ne souligne, qui attire l'atten-

tion plutôt qu'elle ne la focalise, qui met en valeur plus qu'elle ne met en évidence, qui évoque plus qu'elle n'énonce. Elle fait alors la part belle aux impressions et aux ressentis.

Cette écriture en mode mineur me semble opportune dans une ville qui est déjà l'objet de très nombreux discours, trop souvent disqualifiants (de la part des médias dominants réactionnaires) ou délégitimant (de la part de politiques publiques formalistes et technicistes qui silencent fréquemment les personnes les plus directement concernées). Il me semble inutile que la recherche en (ra)joute. Elle peut écrire en modestie. Elle parvient parfaitement à dire ce qu'elle a à dire sans hausser le ton et surjouer son propos.

Quand j'ai décidé, en tant que chercheur-habitant, d'écrire « mon » / « ma » Saint-Denis, et que j'ai pris conscience de l'ampleur intimidante de ce qui s'y dit, s'y parle, s'y écrit déjà, j'ai cherché le lieu où mon écriture pouvait s'exercer avec une certaine retenue. J'ai alors pensé qu'il pourrait être intéressant d'écrire Saint-Denis en « notes de bas de page ». Le propre de la note est de dialoguer avec le texte principal (le commenter, le sourcer, le préciser), mais de manière décalée, sans l'encombrer. La note de bas de page écrit des choses souvent importantes, mais en conservant une distance. Elle est à côté, parfois sur le bas-côté du texte, le plus souvent tout en bas, séparé par un mince trait. Son caractère typographique est habituellement de deux points inférieur à celui du texte principal. Son expression est modeste, son apport souvent majeur. Et elle se fait d'autant mieux entendre qu'elle n'est pas noyée dans le flux principal du texte.

Je vais donc tenter d'annoter Saint-Denis, le « mien », la « mienne ». Ces annotations ne prétendent pas « représenter » la ville, mais se contentent d'en présenter quelques réalités. Elles sont partiales et partielles. Cette écriture de la ville « en notes de bas de page » est occasionnaliste (situationnelle) ; l'occasion fait le larron, la situation fait le chercheur. Elle est mineure, elle l'est par le lieu de son inscription (en bas, tout en bas de page) et elle l'est par son lexique et sa grammaire fermement inscrits au rez-de-chaussée de la vie (des quartiers, des communautés, des personnes).

Saint-Denis dans toute sa diversité ordinaire

Une immersion dans les bars PMU

Hind HAFIANE

Ce travail d'observation a été conduit dans le cadre d'un enseignement « Éducation populaire et politique » en Licence 2 Sciences de l'éducation, Université Paris 8, dont le thème portait sur les pratiques d'oralité.

Prendre la température

Jeudi 12 février, 18h30-19h

J'arrive à 18h30 sans trop savoir à quoi m'attendre. J'avais l'impression de faire quelque chose d'un peu bizarre : rentrer dans un bar PMU avec un carnet, observer les gens sans qu'ils le sachent. Et puis, il y avait autre chose, que je n'avais pas vraiment formulé avant d'être devant la porte : est-ce qu'une jeune femme voilée allait se fondre dans ce décor-là ? J'avais mes représentations du bar PMU, des hommes blancs vieillissants, des paris hippiques, un univers très éloigné du mien. J'avais tort sur presque tout. Finalement, l'entrée s'est faite toute seule. Personne ne m'a regardée de travers.

Le bar est petit. Une télé vissée en hauteur diffuse les résultats des courses, les cotes défilent en bas de l'écran. La lumière est jaune, un peu fatiguée. Ça sent le café et la bière tiède. Il y a une dizaine de personnes, que des hommes hormis la patronne. Debout pour la plupart, appuyés au comptoir ou près des tables hautes, un verre dans la main.

Le mélange est immédiatement visible. Deux hommes d'une cinquantaine d'années discutent à voix basse près de la fenêtre avec un journal sportif ouvert entre eux, l'un a l'air d'origine antillaise, l'autre maghrébin, ils se connaissent visiblement depuis longtemps, se coupent la parole sans que ça gêne. Dans le fond, trois hommes plus jeunes, la trentaine, rient fort. Je perçois un accent subsaharien chez l'un d'eux, peut-être sénégalais ou malien, difficile à situer. Un homme plus âgé, seul, boit un ballon de rouge sans parler à personne. Peau très blanche, accent du Nord quand il commande. Il a l'air d'un habitué.

La patronne tient tout ça ensemble sans effort apparent. Elle connaît tout le monde. « Alors Rachid, le même ? ». Elle pose le verre avant même qu'il réponde. « Gilles, t'as vu la troisième course ? ». Gilles grogne quelque chose, elle rit et repart. Ces petites phrases ne lancent pas vrai-

ment une conversation, elles maintiennent juste le lien, comme un fil tendu entre les gens.

Ce premier soir, je n'ai pas grand-chose à analyser au sens strict. Mais j'ai surtout compris quelque chose sur l'espace lui-même : ce bar est un endroit où on vient pour être ensemble sans être obligé de se parler. La coprésence suffit. La parole existe, mais elle n'est pas continue.

Et puis j'ai compris que mes a priori n'étaient pas justifiés. Je m'attendais à un espace monochrome, fermé, un peu hostile. Ce que j'ai trouvé, c'est Saint-Denis dans toute sa diversité ordinaire, sans mise en scène. Ça m'a un peu déstabilisée, dans le bon sens.

Ce que les gens savent

Mardi 17 février, 19h-20h

Ce soir, je choisis un autre bar, un peu plus grand, avec une salle au fond et un écran plasma sur lequel tourne BFM TV sans le son. Il est 19 h passées, l'heure de sortie du travail, et ça se remplit vite. Je prends une table pas trop loin d'un groupe déjà installé : quatre hommes autour d'une bière, dans une ambiance détendue de fin de semaine de boulot.

Ils sont assez dissemblables. Le plus bavard (je l'appellerai Djamel), la quarantaine, blouson de cuir, téléphone sans arrêt dans la main, a un accent de banlieue marqué, avec quelques mots arabes qu'il glisse dans ses phrases. À sa droite, un homme plus grand, qu'on appellera Thierry, blanc, la cinquantaine. En face, deux hommes plus jeunes dont l'un, Kévin, a l'air d'origine antillaise (il parle vite, avec des intonations chantantes) et l'autre, presque silencieux, capuche sur la tête, écoute plus qu'il ne parle.

La conversation démarre sur le boulot, la semaine... ; et puis, Djamel sort son téléphone et dit : « Vous avez vu ce que ChatGPT peut faire maintenant ? ». La table se réveille d'un coup.

« C'est quoi exactement ce truc ? », demande Thierry.

« C'est une intelligence artificielle, ça répond à tout, ça écrit pour toi, ça fait des lettres, des mails, tout ça... ». Djamel fait défiler son écran. « Là, guette ! J'ai demandé de m'écrire une lettre pour résilier mon abonnement Free, deux secondes ».

Kévin se penche pour regarder : « Sérieux ? C'est propre ».

Thierry fronce les sourcils : « Ouais, mais c'est pas vraiment de l'intelligence ça. C'est un truc qui prédit les mots. J'ai entendu un truc là-dessus ».

« Prédit les mots ? », Djamel a l'air sceptique. « Bah ! Je sais pas. En tout cas ça marche ».

« Le problème c'est que ça invente des trucs », dit le plus jeune en cachette, qui prend la parole pour la première fois. « Y'a des avocats américains qui ont utilisé ça pour un procès, le juge a refusé les documents parce que c'était de la merde ».

Silence de deux secondes. Tout le monde semble traiter l'information.

« T'as vu ça où ? », demande Kévin.

« Bah ! Sur Twitter ».

Thierry : « Aaah ! Je crois que j'ai entendu ça à la radio ».

Ce qui se passe là est exactement ce que je venais chercher sans vraiment savoir le formuler : un savoir qui se construit à plusieurs voix, depuis des sources différentes, sans qu'aucun d'eux ne soit « l'expert ». L'expérience pratique pour Djamel, la radio pour Thierry, les réseaux pour le jeune. Ça se confronte, ça se valide ou se conteste et, à la fin, la tablée repart avec une représentation commune plus riche qu'au départ. La discussion traite des « deepfakes » sans que le mot soit directement prononcé. L'exemple de l'émission Canteloup sur TF1 est mentionné.

Vers 19h35, la conversation glisse sur l'affaire Epstein. Je ne sais plus exactement comment, quelqu'un a dû voir une image sur BFM TV ou faire une association d'idées. Mais ça prend immédiatement. Djamel dit que « les fichiers ont fuité sur Internet, y'a des noms ». Thierry dit qu'il a regardé un documentaire sur Netflix. Kévin dit qu'il ne croit pas à grand-chose là-dedans, que « ces gens-là ils se protègent entre eux depuis toujours ». Le jeune hoche la tête.

« Les riches s'en sortent toujours, il va rien se passer », lâche Thierry d'un ton calme, presque fatigué.

Personne ne répond. Mais tout le monde acquiesce en silence. C'est une conclusion collective, sans vote, sans discussion, une certitude partagée qui n'a pas besoin d'être argumentée parce qu'elle est déjà là, dans l'expérience de chacun.

Je repars à 20 h avec l'impression d'avoir assisté à quelque chose d'assez beau dans sa banalité.

La grande nuit

Mercredi 11 mars, 18h30-21h30

Ce soir-là, j'avais décidé, en amont, que je ne resterais pas en retrait. Trois heures dans un bar en soirée de Ligue des Champions, à Saint-Denis, un

soir où les gens ont envie de parler, c'était le moment ou jamais de vraiment rentrer sur le terrain.

Je mentirais si je disais que j'y allais sans appréhension. Pas de la peur, plutôt la conscience de ce que je représente visuellement dans cet espace : une jeune femme, voilée, seule, qui débarque dans un bar un soir de match. Deux premières observations avaient déjà un peu défilé mes stéréotypes. J'avais constaté la diversité de ces bars, leur caractère accueillant, la façon dont personne ne m'avait vraiment questionnée. Mais une soirée de trois heures où j'allais parler aux gens, c'était autre chose. J'avais dans la tête une image du bar PMU comme espace masculin, populaire, peut-être un peu méfiant. Et une petite voix qui me demandait si j'avais ma place à cet endroit.

La porte est ouverte sur la rue malgré le froid. On entend le bruit de l'intérieur depuis le trottoir. Un grand écran occupe tout le mur du fond. Il y a au moins 40 personnes, debout, assises, serrées. L'espace sent la friture, la bière, et le tabac.

Le mélange est total. À ma gauche, deux hommes en djellaba qui parlent en arabe entre eux, mais commentent le match en français. Devant moi, une femme d'une cinquantaine d'années (la seule en dehors de moi) qui boit un café et connaît manifestement tous les hommes présents. Derrière, un groupe de jeunes, vingt ans à peine, dont l'un porte un maillot du PSG. Au bar, un homme seul, cheveux gris, accent portugais quand il commande, qui ne dit pas grand-chose mais suit le match avec une intensité absolue.

Je m'installe près d'une table où trois hommes commentent déjà, avant le coup d'envoi. Mohamed, la cinquantaine, grand, habitué du bar à l'évidence car tout le monde lui dit bonjour en arrivant. Serge, qui a l'air antillais, vient de sortir du boulot. Et Nordine, plus jeune, la trentaine, qui répond à tout le monde par des blagues.

Le match commence et pendant un moment tout le monde se tait, ou presque. Les commentaires fusent entre deux actions : « Il pue la merde ce latéral ! », « Vas-y tire ! », « Nan ! Mais il m'fout la honte ce type ». Mohamed se retourne vers moi sans prévenir : « T'as rien à boire toi. T'veux quoi ? ». « Une grenadine ». Il sourit, fait signe au barman. Quelques secondes après, le verre est là. Je murmure merci et je me retrouve à commenter le match avec eux sans vraiment avoir décidé de le faire.

Mohamed commente avec une précision qui me surprend, il parle des statistiques du buteur, de la tactique du coach adverse, avec une fluidité qui ressemble à celle d'un journaliste sportif. Je lui dis que c'est impressionnant. Il rit.

« Je regarde les analyses après chaque match. Les podcasts, les journaux, les réseaux. T'apprends vite si t'écoutes les bonnes personnes ».

C'est là que Serge me demande ce que je fais là, avec mon petit carnet. Je me dévoile (sans mauvais jeu de mot).

« Je fais une enquête pour la fac. Je suis en sciences de l'éducation, j'étudie comment les gens s'éduquent entre eux dans des espaces comme ici, de façon informelle ».

Silence d'une seconde. Puis Mohamed se marre : « T'es venue nous étudier ? ».

« Un peu, oui ».

« Et on est intéressants ? ».

« Franchement, oui ! ».

Nordine les regarde tous les deux, puis me regarde moi, et lâche avec un sourire : « Attends, une p'tite hijabi qui vient faire sa thèse dans un bar PMU un soir de LDC. J'aurai tout vu ! ». Tout le monde rit, moi la première. C'est dit sans méchanceté, et je ne peux pas lui donner tort. Mohamed, plus sérieux, dit : « Nan ! Mais c'est bien. C'est bien que tu sois là ».

Ça m'a touchée plus que je ne l'aurais cru. Parce que c'était simple, direct, sans condescendance.

Ça les a amusés. Nordine dit : « Sciences de l'éducation, c'est quoi exactement ? T'apprends à devenir prof ? ». Je lui explique que non, que c'est pas ce que je veux faire. Que c'est plus large, que ça couvre l'anthropologie, la sociologie, les façons dont les savoirs se transmettent en dehors de l'école aussi.

Mohamed hoche la tête lentement : « C'est bien ça. Parce que, ouais, l'école elle apprend pas tout ».

Cette phrase ouvre quelque chose. Serge dit qu'il a appris à lire les contrats de travail avec ses collègues dans la cantine de l'usine, pas à l'école. Mohamed dit que lui c'était son père qui lui expliquait la politique le soir, après dîner, et que c'est comme ça qu'il comprend ce qui se passe aujourd'hui. Nordine dit, en rigolant mais à moitié sérieux : « Moi, j'ai tout appris sur YouTube ».

Je leur dis que c'est exactement ça que j'étudie, ces espaces où les gens construisent du savoir sans que ce soit formalisé. Mohamed me regarde avec ce qui ressemble à de la fierté : « Et tu vas écrire ça dans ton rapport ? ». Je réponds que oui. « Mets nos noms ! ». On rigole. Je ne mettrai pas leurs noms, mais je note la blague. Je leur-parle de mon emploi du temps, entre deux ou trois tirs ratés.

La mi-temps arrive. La conversation bifurque vers les élections municipales. Quelqu'un dans le fond du bar lance le sujet, je n'identifie pas qui. Mais ça circule jusqu'à notre table. Mohamed dit qu'il vote depuis toujours mais que ça ne change rien. Serge dit que si, la mairie ça change les choses concrètes : les équipements, les écoles, les associations de quartier. « Ma fille fait de la danse grâce à une asso que la mairie paye. Si ça change, elle fait plus de danse ».

Nordine : « Ouais, mais le candidat là il a promis ça aussi dans le mandat d'avant ».

Serge : « C'est pas le même ».

Un homme que je n'avais pas encore remarqué, assis deux tables plus loin, la soixantaine, l'air d'un habitué de longue date, se tourne vers nous et dit en me regardant : « Et elle, elle vote ? », avec un mouvement du menton dans ma direction. Le ton n'est pas agressif, plutôt curieux, mais avec quelque chose que je perçois bien : peut-être une façon de questionner ma présence, ou bien ma légitimité à être là et à parler de politique locale. Mohamed répond avant moi : « Pourquoi elle voterait pas ? ». L'homme hausse les épaules et se retourne vers son verre. Ça n'a duré que dix secondes. Mais je note que c'est la seule fois, en trois soirées, que quelqu'un a réagi à ma présence, d'une façon qui ressemblait à de la défiance, et que ce n'est pas moi qui ai répondu.

Mohamed, vers moi : « Et toi, t'en penses quoi ? ».

« J'sais pas, vous la vivez comment vous la politique locale ? Vous connaissez les candidats ? ».

Nordine : « Ouais, y'a Bally Bagayoko. Lui, j'le connais, il traîne dans le quartier. Lui, je voterai pour lui ».

Serge : « Ouais, mais connaître quelqu'un c'est pas un programme ».

« Si, pour moi, c'est un programme », dit Nordine. « Tu vois quelqu'un sur le terrain, tu sais ce qu'il vaut ».

Mohamed hoche la tête : « Bah, ouais, c'est du concret ».

Je note la phrase sans rien dire.

La deuxième mi-temps reprend. Le match avance, mais je dois rentrer, il se fait tard pour moi. Avant de partir, Mohamed me dit de revenir, que « le jeudi c'est encore mieux, y'a plus de monde ». Je note ça aussi.

Je repars à 21h30. Dans mon carnet, j'ai griffonné cette phrase un peu vite, mais qui me semble juste : « Ils ne pensent pas apprendre ».

Des langues en cohabitation et en coexistence qui s'affrontent, se forment et se déforment

Karima IKENE

Rédiger son autobiographie langagière nous engage à nous questionner sur notre rapport aux langues, notre rapport au temps et notre rapport à l'écriture. J'aimerais revenir, ici, sur les coulisses d'une écriture qui reste à mon sens inachevée. Le temps passe, notre regard sur le monde se métamorphose, il nous transforme par la force des événements et par la force des choses. Je reviens sur cet extrait de mon autobiographie langagière, inachevée, et je vois qu'elle m'invite à aborder mon texte dans une posture introspective, spiralaire et, osons le dire, altéritaire.

C'est ici qu'apparaissent mes propres incertitudes qui, au fil du temps, lèvent le voile sur les enjeux de la mémoire, qui témoignent des transformations de l'être. Je propose, dans ce texte, un point de vue qui est avant tout un point de vie. Cette écriture qui part de mes points de vie déboule et rencontre d'autres écritures ; des points de vue se croisent et se reconnaissent. Et pourtant, les points de vie sont si éloignés ! Qu'est-ce qui crée la jonction ? Je n'ai toujours pas la réponse. Il arrive aussi que nous ne souhaitions pas partager nos écrits car être lu nous met en insécurité. Pourquoi rédiger son autobiographie langagière plutôt qu'une autobiographie comme telle ? En ce qui me concerne, il s'agit ici de questionner le rapport de l'être à son territoire. Les images qui émergent de ces récits sont celles de paysages, les images qui me viennent sont des cartes, des photographies, des croquis, des légendes. Rédiger son autobiographie langagière, c'est raconter son territoire-en-expérience. Penser l'autobiographie langagière, c'est ajouter un savoir qui humanise les lieux, qui interroge les incertitudes et la complexité au cœur du réel.

Je ne veux pas être embourgeoisée par la langue

Mon rapport à la langue est paradoxal, il est à la croisée des langues comme à la croisée des chemins. Il est brutal et trivial. Mon rapport au terrain ainsi que mon rapport aux territoires m'invitent aussi à sonder l'influence qu'exerce la langue française dans mes interactions sociales. Et après réflexion, je commence à peine à percevoir les liens intrinsèques qui unissent ma biographie langagière, mon histoire scolaire, mon parcours professionnel à mon histoire familiale. La seule langue que je parle vrai-

ment c'est le français, les autres je les baragouine¹. Jacques Derrida se déclare monolingue lorsqu'il dit : « Je suis monolingue. Mon monolinguisme demeure et je l'appelle ma demeure, et je le ressens comme tel, j'y reste et je l'habite. Il m'habite. »² Je me retrouve totalement dans cette réflexion. Mais, comme je l'ai énoncé, mon rapport à la langue est paradoxal et, comme Jacques Derrida, j'aimerais dire « oui je n'ai qu'une langue, or ce n'est pas la mienne. »³

Présenter cette autobiographie langagière a été une démarche très pénible car elle m'a forcée à me confronter à des questions que je fuyais. Elle m'a exhortée à voir de l'autre côté du miroir. Cet autre côté qui effraie. C'est alors que j'ai réalisé à quel point je me sens coupable et aliénée. Pour tout dire, je ne sais toujours pas quelles sont les raisons ni la nature de cette culpabilité qui me situe nulle part et qui me rend étrangère. Est-ce qu'il s'agit d'un transfert non désiré ? Du transfuge non assumé ? Je ne me sens pas transfuge, je suis juste moi, une « marge » probablement, et parmi tant d'autres. Cette culpabilité, c'est comme vivre une lutte des classes à l'intérieur de son être.

Si vous m'entendiez m'adresser aux automobilistes quand je prends le volant, vous seriez stupéfaits des dissonances et discordances entre mon apparence et mon langage. Je passe mon temps à baragouiner. Je parle comme un mec de cité. En tout cas, tels qu'ils sont mis en scène dans les textes de Rap. Observez l'expression. Je dis que mon langage est marqué par le genre, qu'il est ancré socialement et territorialement. Il renvoie au mieux à une représentation, au pire à un cliché pour ne pas dire une caricature, celui de la cité dangereuse. C'est un langage qui alimente les stéréotypes car tous les habitants des banlieues ne s'expriment pas comme les interprètes de Rap.

Le langage de cité peut parfois être perçu comme un langage viriliste et phallocrate, comme pour une grande partie des textes de Rap. Aussi, lorsque l'on fait partie du « deuxième sexe » et qu'on use de cette forme de communication, qu'on la maîtrise, qu'on prend possession de ses codes, qu'on les utilise, c'est aussi une façon de refuser ce statut de « jeune fille rangée ». C'est une conquête de pouvoir, un combat féministe. Les rappeuses restent minoritaires et celles qui sont reconnues dans ce milieu sont extrêmement talentueuses et courageuses. C'est comme en politique. Une fille qui use du langage de cité est très facilement caricaturée ; on dira d'elle qu'elle parle comme « un bonhomme ». Autrement

1 J'aime ce mot « baragouiner » et son histoire. On attribue cette expression aux soldats bretons durant la guerre de 1870. Les différents idiomes se rencontraient sous l'autorité de l'armée française. Les bretons disaient « bara » pour désigner le pain et « guine » pour parler du vin. En réalité, son origine remonte bien plus loin (1391 chez Ducange). Ce qui m'intéresse, ici, c'est la symbolique de ce mot et tout ce à quoi il renvoie dans les rapports de domination par les langues.

2 Jacques Derrida (1996), *Le monolinguisme de l'autre ou la prothèse d'origine*, Paris, Édition Galilée.

3 *Ibid.*

dit qu'elle est un garçon manqué, avec tout ce que porte cette expression.

En sachant tout cela, ce langage je le revendique, je le comprends, je l'aime, je joue avec et je peux dire aussi qu'il me protège. Car les mots de la rue, ces mots si mal vus, sont un peu comme les pics d'un hérisson, comme des couteaux prêts à suriner. C'est un langage du présent, un langage de l'instant, un langage imagé, drôle et rythmé. C'est, en outre, un outil extraordinaire pour remporter des joutes verbales. Il est à la fois spectaculaire et théâtral.

User d'un langage de cité peut s'avérer à la fois une force et une faiblesse. C'est comme jouer avec le feu car on peut y perdre son latin, ses repères et saccager le travail des instituteurs et des professeurs de français. On risque de se brûler la langue autant qu'on risque de se brûler les ailes.

Lorsque l'on maîtrise ce langage et qu'on joue avec sans jamais s'en jouer, c'est peut-être une façon inconsciente de dénoncer une situation injuste, celle des inégalités sociales.

Car le pauvre qui ne parle rien d'autre que le langage du pauvre sera toujours considéré avec mépris par le puissant. C'est un créole de métropole. Le langage de cité c'est aussi celui de l'opprimé. Quelle est sa place dans la société ? Quelle est sa place à l'école ? Quelle considération ? Quelle égalité ?

On caricature le langage de cité avec le fameux « ziva ouech ! », on accentue l'accent, on singe le geste ; par contre, on ne caricature jamais l'expression « c'est trop la /oose quoi ! » ou encore l'expression « au final » qui n'est pas plus grammaticalement correcte, sans énumérer toutes les autres formes de tautologie que l'on peut entendre dans certains quartiers à la mode de Paris. Pourquoi ? Qui oppose-t-on ? Certains médias nous inondent parfois d'erreurs de syntaxe et d'aberrations grammaticales sans jamais subir le moindre rappel à l'ordre.

Je suppose que le riche peut se permettre n'importe quel écart de langage sans prendre le risque d'être renvoyé à une condition sociale dévaluée. De la même manière que l'accent africain sera toujours plus lourd à porter que l'accent américain. Le langage c'est social.

Selon mes interlocuteurs, je n'utilise pas le même langage ni le même registre de langue, ni le même vocabulaire. Lorsque je suis avec d'anciens camarades de classe, je parle comme les actrices des *Roses noires*. Nous utilisons ce langage car il permet de faire renaître une atmosphère familière qui rappelle nos années d'adolescents insouciant bravant les interdits et défiant l'autorité. C'est un langage confortable, c'est comme porter des charentaises. En revanche, cela n'a jamais été le cas dans mes échanges avec les professeurs d'université ; dans ce cas, mes formulations

et mes mots ressemblaient plutôt à celles que j'ai utilisé lors de mon oral pour le concours de professeur de français avec des mots pesés. Je n'utilisais pas ce langage pour m'élever socialement ou intellectuellement. Je le faisais juste car, dans la communication, il existe des codes de bienséance et le langage de cité implique une certaine familiarité et une absolue liberté. Il apparaît aussi que le langage était plus professionnel et donc adapté aux thématiques des conversations.

Tout compte fait, en y réfléchissant bien, je m'aperçois que je n'utilise pas le langage des rappeurs lorsque je m'adresse à mes parents et je le fais encore moins avec des enfants. J'ai même plutôt tendance à leur interdire ce langage. User du langage de cité, c'est comme skier en hors-piste, il faut être un bon skieur pour éviter le danger. Comme le rappelle Frantz Fanon, chaque langage s'inscrit dans un univers social : « Un homme qui possède le langage possède par contrecoup le monde exprimé et impliqué par ce langage »⁴. Il dit aussi : « Parler une langue c'est assumer un monde, une culture. »⁵ Je m'aperçois, dès lors, que j'appartiens à plusieurs mondes et plusieurs cultures qui semblent parfois antagonistes.

Adapter mon langage est pour moi une façon d'effacer toute forme d'altérité. Je ne veux pas être embourgeoisée par la langue ; je ne veux pas que mon interlocuteur se sente pris de haut car il serait heurté par des mots qui lui rappelleraient l'école et ses professeurs. J'ai horreur de cette posture du professeur donneur de leçon imposant un ascendant sur les autres par la maîtrise du lexique.

Je me souviens d'une élève que je préparais pour un oral et qui m'a répondu : « mais madame je ne peux pas dire ça comme ça, c'est trop du français pour moi ». Je précise qu'il s'agit d'une élève née en France dont les parents sont aussi nés en France et qui ont été scolarisés par notre sacro-sainte école républicaine. Cette élève s'appelle Malek, croyant porter un nom *a priori* masculin sans connaître sa signification en arabe : Ange. J'ai répondu à Malek qu'aucun mot ni aucune phrase de la langue française n'est « trop pour toi ». Elle s'était interdit un accès aux mots. Est-ce qu'elle ne s'interdisait pas aussi un itinéraire scolaire ? Un itinéraire social ? Et pourquoi une telle interdiction ? Quelles pouvaient en être les racines ? Se sentait-elle également coupable ?

Je le répète, faire cette autobiographie langagière est, pour moi, quelque chose de difficile et douloureux. C'est compliqué pour moi qui éprouve des difficultés à l'écrit de mettre sur papier mon rapport aux langues et à l'écriture. Je dois me livrer, sortir les cadavres du placard..., ceux que j'ai toujours refusé de voir et que je n'ai jamais pu comprendre ni identifier. Ma langue de cité comme mes difficultés à l'écrit sont un peu comme l'expression d'une révolte assez irrationnelle que je ne maîtrise

4 Frantz Fanon, (1952) *Peau noire, masques blancs*, Paris, Édition du Seuil.

5 *Ibid.*

pas toujours, mais aussi un attachement à un territoire et à une culture en particulier. Il faut l'admettre, elle renvoie aussi à une catégorie sociale sur laquelle s'exerce une domination symbolique.

Aujourd'hui, j'ai bien conscience que jouer avec la langue c'est un métier d'équilibriste ; et lorsque j'utilise le langage institutionnel, je le fais avec beaucoup d'humilité. On a besoin d'un langage qui nous ressemble et qui nous rassemble. D'un langage qui tolère l'altérité sans la stigmatiser.

En bonne dionysienne, j'écoute NTM⁶, ce qui ne m'empêche pas d'écouter Verdi, d'être admirative de Mahler, d'être saisie par l'écriture de Marguerite Duras, d'apprécier le marquis de Sade et de partager les idées de Guy Debord. J'accueille tous ces héritages culturels.

Je la désire quand elle m'enrichit. Je la rejette quand elle m'opresse

J'ai 6 ans, je suis au CP et je suis scolarisée à l'école René Descartes dans la cité du Franc-Moisin à Saint-Denis. Il paraît que pour que l'on ne perde pas nos racines, l'institution scolaire a permis aux enfants d'immigrés de bénéficier de cours d'arabe. Donc, le soir après 16 heures quand ma copine Daisy assistait à l'étude pour faire ses devoirs de mathématiques, moi, Karima, je me rendais au cours d'arabe. Je me souviens que la maîtresse parlait en arabe littéraire et qu'elle nous faisait réciter des mots au tableau qu'elle associait à des images. C'est ainsi que j'ai appris à dire le mot « école », le mot « drapeau » ou, encore, le mot « président », des noms qui peuvent paraître communs. Le sont-ils vraiment ? J'y ai appris à écrire mon nom et mon prénom en arabe, à identifier les lettres de l'alphabet arabe et à les situer à l'intérieur des mots (en arabe, les lettres changent de forme selon leur position à l'intérieur du mot).

À ce moment, on m'avait toujours dit que j'étais algérienne ; ce qui n'est pas faux car j'ai la double nationalité. Et je me souviens encore des interminables files d'attente du consulat d'Algérie. Tout ça pour dire que je ne faisais aucune distinction entre la langue arabe et la langue que j'entendais à la maison, c'est-à-dire le kabyle. Pour moi, c'était la même chose car je ne comprenais pas bien. Ma langue maternelle, le kabyle, et ses proximités avec l'arabe peuvent être comparées à celles qui existent entre le portugais et l'espagnol. Aujourd'hui encore, lorsque je m'exprime en langue kabyle, mes interlocuteurs se mettent à rire ou grimacent.

Un jour, alors que nous étions en cours d'arabe, la maîtresse d'école nous présente une série de dessins et nous interroge en nous demandant de donner le nom du dessin en arabe. Elle nous montre un chat : je lève le doigt et je lui réponds « *hamchiche* »⁷. Elle me répond « *la* », cela signifie

6 NTM est un groupe de rap originaire de la ville de Saint-Denis.

7 Le mot *hamchiche* signifie chat en kabyle.

« non » en arabe. Je ne comprends pas ! Le chat c'est *hamchiche* ! Son visage prend un air sévère, son regard s'assombrit, il se durcit. Je reste étonnée mais c'est elle la maîtresse, donc elle a raison. La bonne réponse, c'était « *el keltt* ». Je n'avais jamais entendu ce mot de ma vie. Mais c'était la maîtresse et je n'avais pas le droit de contester.

Puis, elle nous montre l'image d'un chien, je lève le doigt, elle m'interroge et je réponds : « *arkjone* ». Elle me répond « *LA !* ». Je vois à son visage que ma réponse l'a contrariée et je n'y comprends rien. La bonne réponse c'était « *kelb* » ; je n'y comprends plus rien. Est-ce que je ne savais plus parler ma langue ?

L'exercice se poursuit. Elle nous montre le dessin d'une tomate. Je lève le doigt fièrement, avec vivacité ; je suis totalement, absolument certaine de ma réponse. Face à cet enthousiasme et portée par une lueur d'espoir, la maîtresse m'interroge et, là, je lui réponds « *tomatich* ». Je ne sais pas si c'était de la colère ou du désespoir que je lisais sur son visage, mais je me souviens bien de sa réponse vive : « *LAAAAA, Karima eskoute* ». Traduction : « Noon, Karima tais-toi ». Les autres élèves me regardent et se mettent à rire. Vexée, je rougis.

J'étais sidérée, on a toujours dit « *tomatish* » à la maison. Je n'étais pas d'accord avec elle. Ce fut ma « journée des tomates ». Après cet épisode, j'étais toujours la dernière personne qu'on interrogeait et je me souviens des douleurs musculaires que je ressentais à lever le doigt en vain. Je me sentais ignorée, oubliée et je perdais au fur et à mesure le fil du cours.

Sachant que je n'allais pas être interrogée, je prenais la parole de façon cavalière. Je n'avais pas respecté la règle. Ainsi, mes réponses n'avaient-elles plus aucune valeur. Quand je voulais donner une réponse, on me répondait « *Karima eskoute* ». J'étais censurée. J'étais effacée. Ma voix était prohibée. Ce que j'ai retenu du cours d'arabe de l'école primaire, c'est l'adverbe « Non » et l'injonction « Tais-toi ». J'étais devenue, après cela, une élève insupportable et dissipée. Je n'en veux pas à cette institutrice, c'était de bonne guerre.

J'ai pleuré pour qu'on m'autorise à abandonner les cours d'arabe et cela a fonctionné. Plus tard, peut-être dix ans plus tard, j'ai appris que la maîtresse avait raison et que *tomatich* ce n'était pas de l'arabe, et encore moins de l'arabe académique mais du *franbyle*. Le *franbyle*, c'est une « *kabylistation* » de la langue française pratiquée dans les foyers berbères. Je ne sais toujours pas dire tomate en arabe. Quand j'étais enfant, je ne différenciais pas l'arabe du kabyle, pas plus que l'italien du français. Pour moi, le fait que les pronoms étaient les mêmes, que les mots se ressemblaient, la distinction n'allait pas de soi.

C'est à l'école que j'ai appris toutes ces différences, qu'il y avait des arabes, des kabyles, des italiens, des espagnols, des portugais. C'est en

cours de géographie. C'est l'école qui m'a appris que le monde était fait de frontières.

L'arabe, on me l'a imposé à l'école car j'étais « une arabe ». Je n'ai jamais rejeté cette langue et, pourtant, j'ai toujours eu des difficultés pour l'apprendre. C'est une langue qu'on a voulu que je sacralise, qu'on a voulu que je connaisse et que je maîtrise. Je ne parle pas de ma famille mais des voisines qui me parlaient en arabe et qui me répondaient que le kabyle n'était qu'un dialecte, que ce n'était pas une vraie langue. Mais mon problème avec l'arabe, c'est qu'en dépit des quelques connaissances que j'avais pu capitaliser à l'école, je ne parvenais pas à me faire comprendre ; ça ne fonctionnait pas. Ne pas maîtriser l'arabe faisait de moi une personne inculte ou en rupture avec la seule culture légitime. L'arabe de l'école, à savoir l'arabe littéraire, n'était pas le même que l'arabe que l'on utilisait pour communiquer au quotidien. J'avais souvent des problèmes avec les terminaisons et, lorsque je prononçais quelques mots en arabe, on me regardait souvent avec une expression étrange. Je ne comprenais pas pourquoi j'étais censée connaître cette langue.

L'arabe me renvoie aussi à mes vacances en Algérie, à ma famille algéroise qui ne communiquait en arabe qu'à l'extérieur, et en kabyle à la maison. Nous faisons la même chose en France : le kabyle, c'est la langue de la famille, c'est la langue de la maison. Je n'ai pas aimé apprendre l'arabe à l'école primaire car on me l'avait imposé, et je devais l'aimer. J'ai détesté cette période.

Aujourd'hui, je mesure l'importance de la langue arabe, comme vectrice de richesse intellectuelle, qui donne accès aux œuvres d'Ibn Khaldun, d'Ibn Battuta et bien d'autres encore. Langue des *Milles et une nuit*, elle m'attire quand elle me conduit vers les chemins de la connaissance, et m'enrichit artistiquement et culturellement. Je l'entends, dès lors, comme une langue fluide et douce. Mais je la rejette quand elle m'opprime, quand elle se fait autoritaire, quand on me reproche de ne pas en avoir la maîtrise alors que je porte un prénom arabe. Je me sens agressée quand on me regarde étrangement en me faisant comprendre que ça n'est pas normal d'ignorer cette langue comme si elle était ma langue maternelle. Je la rejette quand elle devient un instrument d'oppression et de domination.

[Extrait d'une autobiographie langagière écrite en 2018]

De Detroit à la Seine-Saint-Denis

Raphaëlle GUIDÉE

De 2011 à 2023, j'ai mené une enquête littéraire sur les récits de l'effondrement de la ville de Detroit, dans le Michigan (États-Unis). Effondrement littéral : le berceau du fordisme s'est vidé entre 1950 et 2010 des deux tiers de ses habitant-es, laissant la municipalité exsangue et des milliers de terrains en friche. Il est difficile de dater le début du déclin urbain, ou de lui attribuer une cause unique. Mais les mêmes étapes principales reviennent de récit en récit : la délocalisation des usines dès les années 1950, les révoltes urbaines à la fin des années 1960, suivies de la « fuite des blancs » (white flight) en banlieue dans les années 1970, le choc pétrolier, l'épidémie de crack et d'incendies dans les années 1980, la crise financière des subprimes à la fin des années 2000..., la spirale de la chute du nombre d'habitant-es et de l'augmentation de la dette publique s'achève par une spectaculaire faillite municipale, en juillet 2013.

Maisons, usines, églises, écoles, commissariats abandonnés : les images de la ruine de Motor City font le tour du monde, car elles résonnent avec les angoisses (ou les espoirs) d'un effondrement du système industriel. Des dizaines de documentaires, de romans, d'essais, d'articles de journaux, de rapports d'urbanistes ou de banques s'attellent à raconter la fin du monde et à imaginer les villes post-fossiles. Entre friches, fermes urbaines et capitalisme vert, les récits de la crise racontent tour à tour que tout est perdu, ou que tout devient possible. Je passe douze ans à déconstruire cette alternative simpliste, et à collecter des récits décrivant plus finement ce qui se passe dans une métropole précaire, dont les habitants, à plus de 80% racisés, affrontent non pas l'apocalypse mais des difficultés d'accès aux services les plus élémentaires, des supermarchés à l'eau courante.

En 2024, au moment même où je publie un livre issu de cette enquête narrative¹, je suis recrutée comme professeure dans le département de littérature de l'Université Paris 8. Parmi les projets que je propose à mes nouveaux collègues, celui d'une agence littéraire de la Seine-Saint-Denis. Cela fait longtemps que je réfléchis à cette idée, tant les réalités urbaines et les représentations des quartiers populaires français et états-uniens résonnent. En réfléchissant à la façon dont l'enquête pourrait se déplacer en banlieue parisienne, j'espère cette fois travailler plus près des lieux et des récits auxquels ils donnent naissance, dans la familiarité des quartiers et des manières de parler, avec celles et ceux qui racontent leurs espaces de vie. Car étudier les représentations d'une ville aussi distante que Detroit,

1 Raphaëlle Guidée, *La ville d'après. Detroit, une enquête narrative*, Paris, Flammarion, « Terra incognita », 2024.

d'un point de vue culturel et matériel, m'a posé de nombreux problèmes. Je n'ai pas pu me rendre aussi souvent que je l'aurais souhaité sur place. J'ai eu le sentiment, à plusieurs reprises, de tomber dans les mêmes travers que certains des auteurs que je lisais, fascinés par la ville mais pas directement concernés par les effets politiques de leurs textes. J'ai écrit et publié mon enquête en français, sans pouvoir être lue et interpellée par les habitant·es dont je parle ou dont je relaie les voix. C'est, je le sais bien, une limite de mon livre.

À Paris 8, j'imagine une enquête collective, avec étudiant·es et collègues de toutes disciplines, avec les institutions et les personnes racontant ce vaste territoire où se trouve mon université. Cette pratique d'enquête située au long cours fait écho à certaines formes de recherche-action ou de co-recherche que j'ai observées à Detroit. Un géographe de l'Université du Michigan, Joshua Akers, m'expliquait que son seul critère d'évaluation des pratiques scientifiques était la capacité de la recherche à répondre aux besoins de celles et ceux à qui elle s'adresse, les étudiant·es comme les habitant·es. Il produisait ainsi des cartes de la spéculation, à la demande des collectifs locaux et avec leur aide, pour leur permettre d'anticiper les expulsions et d'y résister. Mais qu'est-ce qu'un département de littérature peut apporter aux habitant·es du territoire ? Est-ce que les littéraires, comme l'ont déjà fait certain·es sociologues, politistes, juristes ou géographes de Paris 8, pourraient se mettre au service des collectifs et des institutions de Seine-Saint-Denis ? De quelles façons ? J'organise un séminaire de master pour commencer à réfléchir à ces questions.

Pour préparer le séminaire, je commence à enquêter sur les récits produits en Seine-Saint-Denis, ou sur la Seine-Saint-Denis. Je n'ai pas besoin de longues recherches pour confirmer l'intuition première qu'il existe de très nombreuses similarités entre Detroit et la banlieue parisienne, tant sur le plan des réalités urbaines que des représentations. Dans les deux cas, il s'agit de territoires pauvres à proximité d'une métropole riche (les banlieues de Detroit sont blanches et fortunées, comme le centre de Paris), où se cumulent des discriminations de race et de classe. L'abandon économique produit, ici comme là-bas, des pratiques informelles (collectifs, friches, squats, débrouille, jardins, etc.) palliant les carences des services publics. Dans les deux cas aussi, la stigmatisation des habitant·es est la conséquence de clichés tenaces sur la criminalité, la drogue ou la pauvreté, que l'on retrouve autant dans les narrations médiatiques des journaux télévisés que dans les romans policiers. Ce sont également deux territoires multiculturels et multilingues riches en mobilisations et résistances, marqués par l'histoire longue de l'industrialisation (et de son reflux), des colonisations et des migrations économiques. La toxicité des industries a laissé de nombreuses traces dans les sols et les corps des habitant·es. Et les lieux sont associés à plusieurs épisodes de violences urbaines impliquant principalement des personnes racisées. Ces violences font l'objet de récits politiques contradictoires qui promettent tour à tour le « nettoyage » des quartiers ou, ce qui est parfois la même chose, leur

« développement », auxquels s’opposent des contre-narrations habitantes de la violence policière et sociale. Le sol de la Seine-Saint-Denis, comme celui de Detroit, est gorgé d’histoires contradictoires.

En raison de ce surinvestissement symbolique du territoire, les institutions politiques et culturelles, en France comme aux États-Unis, affirment leur volonté de changer le récit dominant. Les écrivain-es sont régulièrement associé-es à cette bataille du storytelling. À Detroit, la municipalité engage Aaron Foley comme « *chief storyteller* », conteur en chef chargé de donner voix à tous les habitant-es en pleine banqueroute municipale. En Seine-Saint-Denis, plusieurs programmes de résidences, comme « Écrivains-en-Seine-Saint-Denis », accompagnent la politique de la ville depuis quarante ans. Ici comme là-bas, les réaménagements massifs du bâti et des transports sont liés, de manière formelle ou informelle, à des pratiques artistiques et médiatiques qui documentent les transformations urbaines ou les résistances qu’elles suscitent.

Mieux encore, les motivations affichées de nombre de ces raconteurs d’histoires se ressemblent. Lorsqu’ils fondent le *Bondy Blog*, en 2005, les journalistes de *L’Hebdo*, magazine suisse, s’opposent ouvertement aux pratiques communes des médias dépêchant ponctuellement des « envoyés spéciaux » à la faveur de faits divers qui renforcent la stigmatisation des quartiers populaires². En 2009, les journalistes de *Time* magazine obéissent à une logique similaire en achetant une maison à Detroit pour s’immerger longuement dans une « tragédie » urbaine reflétant, à leurs yeux, les problèmes de l’Amérique tout entière. Les propos du rédacteur en chef justifiant cette démarche inhabituelle pourraient facilement s’appliquer à la Seine-Saint-Denis : « En tant qu’histoire, Detroit a été incomprise, sous-représentée, stéréotypée, évitée et exploitée pendant des décennies. Pour y remédier, nous avons décidé de devenir parties prenantes³. »

De même, lorsque Aaron Foley, le *chief storyteller*, m’explique à quel point il cherche à sortir du sensationnalisme pour raconter les vies ordinaires des Detroiters⁴, ses propos font directement écho à ceux de Ramses Kéfi et Antoine Tricot qui défendent la place de la banalité dans un entretien sur l’imaginaire des quartiers populaires⁵. Ici comme là-bas, la violence sociale est redoublée par la violence de certaines représentations des lieux et de celles et ceux qui les habitent, si bien que les deux territoires semblent pris dans un même champ de tensions politiques et narratives.

Je ne suis pas la seule à observer ces rapprochements, qui se prolongent dans la réalité des échanges déjà existants entre *Motor City* et la

2 Bondy Blog, *L’hebdo, Des journalistes suisses dans le 9.3.*, Seuil, 2006.

3 John Huey, « Assignment Detroit : Why Time Inc. Is in Motown », *Time*, 5 octobre 2009.

4 Raphaëlle Guidée, *op. cit.*, chap. 4.

5 « Book Club », *France culture*, 25 novembre 2025.

Seine-Saint-Denis. Les fermiers urbains de la ferme Oakland Avenue que j'ai interviewés dans le North end de Detroit se sont rendus dans les jardins ouvriers d'Aubervilliers lors d'un séjour en France organisé par des urbanistes franco-américains, et leur voyage est raconté dans un petit livre à destination du public francophone intitulé *Learning from Detroit*⁶. L'exposé du projet *Detroit connections* monté par une journaliste française, Anne Deguy, commence par la proposition d'un photographe d'Aulnay-sous-Bois, Marvin Bonheur, dont le texte s'intitule « résonance des lieux : Detroit et la Seine-Saint-Denis ». Celui-ci travaille avec un collectif de *Motor City* pour prolonger la perspective artistique et politique qui a été la sienne à Aulnay, à savoir « lutter contre les récits préjudiciables imposés aux communautés marginalisées, et mettre en lumière la beauté et la richesse de leurs communautés⁷ ».

À l'autre bout du spectre, le PDG de la banque JP Morgan est venu à Pantin annoncer le lancement d'un programme d'investissements en Seine-Saint-Denis en fondant l'estimation des fonds nécessaires sur l'expérience de « développement de projets collaboratifs, créatifs et durables » menée par la même banque aux États-Unis à la suite de la faillite de 2013 : « S'appuyant sur ce modèle éprouvé de succès à Detroit, aussi bien que dans d'autres villes comme Chicago ou le grand Washington DC, JP Morgan Chase applique maintenant une formule similaire au Grand Paris, allouant 30 millions de dollars pour soutenir les communautés en difficulté de l'Île de France, particulièrement dans le quartier de la Seine-Saint-Denis. »⁸ Comme de nombreuses opérations capitalistes, ce projet de développement urbain est hors-sol, *scalable*, c'est-à-dire reproductible à n'importe quelle échelle et n'importe où, mais il capitalise pourtant sur l'histoire et l'identité fortes de *Motor City* et de la Seine-Saint-Denis. Le crédit, financier et symbolique, que peut tirer la banque de tels investissements, est d'autant plus grand que les lieux apparaissent d'abord comme pauvres, perdus, irrécupérables. Mais, dans le même temps, l'acceptabilité sociale du projet repose sur le fait de ne pas apparaître comme les « sauveurs blancs » d'habitant-es racisés⁹. C'est pourquoi les investisseurs impliquent à chaque fois des artistes locaux ou en résidence, chargés de promouvoir et légitimer leurs actions. Dans la vidéo de JP Morgan sur l'engagement de la banque à Detroit¹⁰, c'est Joel Greene qui chante les exploits de la banque, un poète connu notamment pour ses *Detroit*

6 Quentin Mourier & Learning From Detroit, Traversées. Détroit, terres d'hospitalités, Nantes, Learning from Detroit, 2021.

7 Voir le site du projet (consulté le 15 février 2026) : <https://detroit-connections.fr/>.

8 <https://www.jpmorganchase.com/news-stories/using-motor-city-model-to-drive-economic-opportunity-around-the-world/>. On notera qu'à l'échelle américaine, la Seine-Saint-Denis est un simple quartier. Voir aussi l'article d'Isabelle Chaperon publié dans *Le monde* du 9 novembre 2023, « La banque américaine JP Morgan poursuit son soutien caritatif d'envergure à la Seine-Saint-Denis ».

9 Sur la dynamique coloniale du « sauveur blanc », voir Teju Cole, « White Savior Industrial complex », *Known and Strange Things*, New York, Random House, 2016.

10 La vidéo est accessible sur le site de JP Morgan : <https://www.jpmorganchase.com/impact/communities/advancingcities/detroit/>.

poems, des textes slamés conçus pour raconter sa ville en dehors du « regard blanc » (« *white gaze*») qui détermine trop souvent sa perception.

Qu'ai-je appris du terrain narratif extraordinairement profus de Detroit ? Et comment réinvestir ce savoir sans faire de Detroit un laboratoire, ou de la Seine-Saint-Denis un nouveau terrain d'action, dans une démarche qui ressemblerait, au fond, à celle des banquiers de JP Morgan ? D'abord que les lieux sont saturés de récits et d'imaginaires inégalement puissants, et que la puissance des récits capitalistes repose autant sur leur scalabilité – ils s'adaptent à n'importe quel sol – que sur leur capacité à neutraliser les résistances, en mobilisant des artistes, des journalistes ou des habitant-es. À Detroit, le mouvement de l'agriculture urbaine s'est organisé autour d'une double entreprise : réclamer la terre (*claim the land*) confisquée aux habitant-es par la spéculation urbaine, la pollution industrielle et les politiques de ségrégation raciale ; mais aussi réclamer les histoires (*claim the stories*), pour cesser d'être l'objet de récits qui ignorent la pluralité et la richesse des réalités vécues des quartiers populaires, par ignorance ou par intérêt. Réclamer les histoires est d'autant plus difficile que les organisations qui ont soldé la dette de Detroit après la banqueroute ont investi massivement dans l'immobilier et financé de nouvelles usines, mais aussi investi dans les fermes et dans un art participatif censé assurer que les mutations urbaines étaient compatibles avec les intérêts des habitant-es. Si bien que les flux financiers et les récits circulent, entre perspectives critiques et récits capitalistes, et que les poètes, comme Joel Greene, peuvent occuper deux places opposées suivant le dispositif dans lequel ils interviennent, une salle de concert ou la vidéo rétribuée d'une banque.

En Seine-Saint-Denis aussi, la création littéraire, musicale ou artistique peut être replacée dans un faisceau d'initiatives privées et publiques liées aux événements qui ont marqué et transformé le territoire : la fin des banlieues rouges, les révoltes urbaines de 2005, le développement du Grand Paris et de ses lignes de métro, les Jeux Olympiques, la gentrification rapide des villes de première couronne... Les Ateliers Médicis qui ouvriront en 2027 à Montfermeil sont un « grand équipement culturel » à vocation nationale dont la création est liée aux politiques urbaines engagées depuis 2005, année de la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré. De la « restructuration » de nombreux quartiers de Clichy-Montfermeil à l'arrivée de la ligne 16 du métro (2027), laquelle coïncidera avec l'ouverture du bâtiment définitif, les étapes de conception des Ateliers Médicis, en coopération avec les habitant-es et des « artistes et chercheurs associés », sont étroitement imbriquées avec les mutations territoriales (démolition de la Tour Utrillo, en 2017, arrivée du tramway T4 en 2019¹¹, etc.).

Il y a trois semaines¹², nous avons commencé à réfléchir, avec les étudiant-es des masters de création littéraire et de recherche en littérature, à

11 Voir la chronologie en ligne sur le site des Ateliers médicis :

<https://www.ateliersmedicis.fr/article/les-dates-cles-des-ateliers-medicis-7482/>.

12 Au début du 2^e semestre, février 2026 [note de l'éditeur].

ce que pourrait être une agence littéraire de la Seine-Saint-Denis. Nous avons seulement eu le temps, en quelques semaines, de prendre la mesure de l'extraordinaire richesse des récits et textes produits sur ou depuis le territoire. Notre carte est encore grossière, mais elle foisonne de créations et d'acteurs de la transformation de l'espace. Des Ateliers Médicis aux laboratoires d'Aubervilliers, du « théâtre des habitants » de la Poudrière (Sevran) à la ferme urbaine du Parti poétique (Saint-Denis), du Bondy blog au Bureau du Livre du département, des ateliers Wombat au master de création littéraire de Paris 8, notre agence explore le maillage dense des lieux et des dispositifs de création et de diffusion de la littérature. Nous voulons arpenter des romans (*Kiffe kiffe demain*, *Deux secondes d'air qui brûle*, Aubervilliers), des récits (*Une année à Clichy*), des essais (*Grandir en cité*, *Les naufragés du Grand Paris Express*), des textes de commande (*Le commanditaire*, *Bobigny Centre-ville*). Mais nous voulons aussi ajouter à nos cartes des villes imaginaires (le Courvilliers des romans de Didier Daeninckx), des forêts habitées (Bondy), des lieux de mémoire (Drancy), et rencontrer des chercheurs, des bibliothécaires, des libraires, des habitant·es, des auteurices en résidence (Ecrivain.es en Seine-Saint-Denis, biennale Multitude, festival hors-limites). Nous avons commencé à identifier des zones moins visibles, comme la poésie, les territoires ruraux, la littérature jeunesse, l'écologie populaire. Nous avons rencontré Pascal Nicolas-Le Strat et Louis Staritzky pour échanger autour de leurs expériences de recherche-action en Seine-Saint-Denis.

À ce stade, il y a beaucoup plus de questions que de réponses. En voici quelques-unes : Existe-t-il une littérature « de Seine-Saint-Denis » ? Qui « parle pour » les habitant·es des quartiers populaires ? Quels sont les risques et les bénéfices d'une « résidence » littéraire dans une ville précaire ? Comment interagissent les pratiques populaires, les « interventions » artistiques et les acteurs politiques et économiques qui financent, commandent, publicisent ou valorisent les textes littéraires ? À quoi ressemblerait une « bibliothèque idéale » de la Seine-Saint-Denis, sur le modèle de la « cinémathèque idéale des banlieues¹³ » imaginée par Alice Diop ? Comment promouvoir certains récits moins visibles ? À quels besoins des habitant·es pourrions-nous répondre ? Et quelles créations ajouter aux *Quartiers vivants* du Groupe Recherche Action, au *Champ des possibles* de Robin de Mourat, Clémence Seurat et Thomas Tari, à *Deux Seondes d'air qui brûle* de Diaty Diallo, aux *Histoires plurielles du 9-3* d'Antoine Tricot ou à *La puissance des mères* de Fatima Ouassak ? Le projet est trop jeune pour que l'on en tire des conclusions, sinon que l'enquête littéraire que nous essayons de produire ensemble, modestement, à l'échelle de ce séminaire, trouvera sa place dans un terrain déjà foisonnant de pratiques narratives, artistiques et scientifiques qui interagissent sur le territoire.

13 Alice Diop, « La cinémathèque idéale des banlieues du monde », en ligne, <https://www.cinematheque-ideale-des-banlieues-du-monde.com/a-propos/>.

Autrices et auteurs

Sabine BASSET-MEITERS a exercé en tant que travailleuse sociale durant de nombreuses années, essentiellement au domicile des personnes. Elle a rencontré l'équipe du 110, Centre socioculturel coopératif de Saint-Denis, à l'occasion de son engagement dans des collectifs de la ville. Elle s'y est investie, d'abord en tant que salariée, puis en tant que présidente pendant trois ans ; elle y occupe à présent le poste de directrice depuis fin 2023. Après avoir vécu dans le centre-ville de Saint-Denis, elle vit à présent dans le quartier Romain Rolland. Elle s'est engagée dans une reprise d'étude à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, en sciences de l'éducation, et obtenu son master en octobre 2023.

Martine BODINEAU vit à Saint-Denis depuis bientôt 40 ans. Elle s'est investie dans différentes initiatives associatives, dont celle de l'amicale des locataires de son immeuble, l'îlot 9 de la ZAC Basilique. Elle a découvert tardivement l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, à l'occasion d'une reprise d'étude qui l'amènera jusqu'à la soutenance d'une thèse en 2017. Sa trajectoire s'est nourrie d'un joyeux mélange entre ses expériences universitaires, celles de la vie quotidienne de son « morceau de territoire » et celles des collectifs auxquels elle a participé. Aujourd'hui, et depuis quelques années, elle contribue à l'aventure du 110, le Centre socioculturel coopératif de Saint-Denis.

Raphaëlle GUIDÉE est professeure de littérature à l'université Paris 8. Elle travaille notamment sur les représentations urbaines, les humanités environnementales et les récits de catastrophes. Elle est l'autrice de *La ville d'après. Détroit, une enquête narrative* (Flammarion, 2024).

Hind HAFIANE est née à Pierrefitte-sur-Seine et a grandi en lien étroit avec Saint-Denis, ville où elle a effectué une partie de sa scolarité. Elle est actuellement étudiante en deuxième année de licence de Sciences de l'Éducation et de la Formation à l'Université Paris 8 de Saint-Denis. Parallèlement à ses études, elle s'investit au sein de GHETT'UP, association d'éducation populaire ancrée dans le département de la Seine-Saint-Denis, où elle accompagne des actions de mobilisation et d'émancipation, notamment auprès des jeunes du territoire

Karima IKENE, professeure certifiée de Lettres-Histoire-Géographie au lycée Suger, a suivi l'ensemble de son parcours scolaire et universitaire à Saint-Denis. Elle obtient un baccalauréat littéraire en 2000 après une scolarité au lycée Paul-Éluard, puis s'inscrit à l'université Paris 8 Vincennes Saint-Denis où elle valide une licence d'histoire, puis une maîtrise de géo-

politique en 2004. Son goût des études, ses expériences de surveillante d'externat et d'animatrice l'appellent naturellement vers une carrière d'enseignante. Doctorante en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8, ses travaux portent sur les rapports aux savoirs des élèves de lycée professionnel à Saint-Denis.

Sinewane LAHMADI, étudiante à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, vivant en banlieue parisienne, elle est membre de l'association *Nos Banlieues'Arts*. Curieuse et engagée, elle s'intéresse aux sciences de l'éducation et aux projets culturels et associatifs.

Pascal NICOLAS-Le STRAT est sociologue, professeur en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis (LIAGÉ). Il habite Saint-Denis depuis une dizaine d'années. Il est l'auteur de *Une démocratie éprouvée* (Éditions Grevis, 2026) et *Le travail du commun* (Éditions du commun, rééd. 2026).

Louis STARITZKY est docteur en sociologie. Il coordonne le Diplôme d'Université (DU) *Recherche-action et expérimentation* à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis (LIAGÉ). Après s'être formé au travail social et à l'animation sportive, il s'inscrit à l'Université Paris 8 en 2012 et découvre une approche critique et populaire de la recherche en sciences sociales. Depuis, il engage ses pratiques de recherche-action dans des villes populaires avec des collectifs hybrides (habitant-es, éducateur-rices, chercheur-es, architectes, étudiant-es...). Il est l'auteur de *Pour une sociologie des tentatives (Faire monde depuis nos vies quotidiennes)*, Éditions du commun (2024).

Sommaire

Édito. En corecherche depuis Saint-Denis (p. 3)

Louis STARITZKY & Pascal NICOLAS-Le STRAT

Fabriquer une ville ouverte et accueillante. Retour sur une année de permanence de recherche au 110 (p. 5)

Louis STARITZKY

Écrire en prise avec des expériences dionysiennes (p.17)

Martine BODINEAU & Sabine BASSET-MEITERS

Un peu plus de pouvoir sur sa vie. En stage dans une association de quartier de Saint-Denis (p. 25)

Sinewane LAHMADI

« Écrire » Saint-Denis. Chroniques d'un habitant-chercheur
(p. 35)

Pascal NICOLAS-Le STRAT

Saint-Denis dans toute sa diversité ordinaire. Une immersion dans les bars PMU (p. 47)

Hind HAFIANE

Des langues en cohabitation et en coexistence qui s'affrontent, se forment et se déforment (p. 53)

Karima IKENE

De Detroit à la Seine-Saint-Denis (p. 61)

Raphaëlle GUIDÉE

Autrices et auteurs (p. 67)

Ce premier numéro des *Cahiers dionysiens de corecherche* met en valeur de multiples manières de vivre, de dire, d'écrire et de lire ce territoire-en-expérience qu'est Saint-Denis. Il s'intéresse à la richesse des trajectoires habitantes, aux « langues en cohabitation et en coexistence qui s'affrontent, se forment et se déforment », aux « transitions et variations » de nos mondes et de nos appartenances, aux lieux de vie dans toute leur « diversité ordinaire », aux formes de récit et de narration qui peuplent nos quotidiens et s'interpellent de « Détroit à Saint-Denis ». Ces *Cahiers dionysiens* souhaitent contribuer, de façon modeste, à équiper et outiller les expériences et les expérimentations autonomes développées par les citoyen·nes ; appuyer et renforcer le pouvoir d'agir des communautés ; défendre et porter attention à la multiplicité des milieux de vie et d'activité qui font de cette ville ce qu'elle est, populaire, revendicatrice, frondeuse, accueillante.

Le Cahier est disponible en ligne au format pdf sur le site
<https://quartiersenrecherche.net/>